

LE BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE D'ARGENTINE 1978 : ENJEUX, ACTEURS, RESULTATS

Et aussi : « LE MAI 68 DES FOOTBALLEURS »



ÉDITIONS



LE BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE D'ARGENTINE 1978 : ENJEUX, ACTEURS, RESULTATS

et aussi « LE MAI 68 DES FOOTBALLEURS »

Le foot aux footballeurs ! (Mai 1968 et le Foot ...)	1
Argentine 1978 : Videla poubelle	8
1978 : Manifestation des Autonomes contre la Coupe du Monde	11
Argentine : football et assassinats	12
La CRIFA et le « Mondial »	12
La coupe est pleine Videla ! Le Mondial 1978 entre politisation et dépolitisation	14
Le boycott du Mondial 1978 dans la presse anarcho- syndicaliste française	46

INTRODUCTION

Cette brochure propose de revenir sur deux évènements militants en lien avec le sport, pour une réflexion critique à la fois sur le sport, les compétitions sportives, et les campagnes de boycott associées.

- la brève occupation du siège de la Fédération française de football pendant les évènements de Mai 68. Cet épisode montre que dans des situations révolutionnaires c'est l'ensemble de la société qui est remise en question, même dans les endroits auquel on s'attend a priori le moins.

- la campagne de boycott du Mondial de Foot en Argentine en 1978, pour protester contre la dictature militaire dans ce pays. Cette campagne fut à ce jour la plus significative de toutes les campagnes de boycott de compétitions sportives internationales. Les différents textes compilés proposent d'aborder cette campagne sous différents angles - autant historiques qu'analytique des modes d'action - de façon à participer à un débat quant aux objectifs, aux succès et aux limites de ce type de registre militant.

Des militants de la CNT-AIT contact@cnt-ait.info

LE FOOT AUX FOOTBALLEURS ! (MAI 1968 ET LE FOOT ...)

10 ans avant le Mondial en Argentine, la France était secouée par Mai 68. Le mouvement toucha aussi le monde du foot professionnel, puisque fut créé un Comité d'action des footballeurs, qui occupa même pendant cinq jours le siège de la Fédération française de football ! Certains acteurs de l'occupation, comme le journaliste Alain Leibling participèrent par la suite au mouvement critique autour du Mondial 1978. On peut donc considérer que cet évènement, qui était encore frais dans les mémoires en 1978, était en filigrane des débats qui agitaient le milieu footballistique d'alors.

"Le football aux footballeurs" : l'étonnant Mai-68 des joueurs de foot français

[Sébastien Billard, Le nouvel Observateur, 19 Mars 2018]

La puissante vague de contestation qui a gagné la France au printemps 1968 n'a pas épargné le football. Le 22 mai, deux mois pile après le déclenchement du mouvement étudiant, un petit groupe de footballeurs a tenté à son tour de faire souffler le vent de la révolte. Pas en plein cœur du Quartier latin non, mais à 5 kilomètres de là, dans le très chic 16^e arrondissement de Paris.

Sur les coups de 8 heures, ce 22 mai, une poignée de joueurs débarquent au numéro 60 de l'avenue d'Iéna, avec la ferme intention de prendre possession du siège de la Fédération française de football (FFF), et d'occuper les lieux. Dehors, des tracts sont distribués aux passants. A l'intérieur, les employés de la fédération sont rassemblés dans une salle de l'immeuble. Le secrétaire général de la Fédération, Pierre Delaunay, et Georges Boulogne, instructeur national, sont isolés dans un bureau. L'entrée de l'immeuble est barricadée, puis un drapeau rouge et deux banderoles sont déployées sur la façade. Avec deux slogans :

"Le football aux footballeurs"

"La Fédération, propriété des 600.000 footballeurs" (il s'agit à l'époque du nombre de joueurs français licenciés).

[Le putsch agace les autorités du football qui qualifient les manifestants de «salopards en crampons» et les footballeurs professionnels ne se mobilisent pas.¹]

¹ Phrase ajoutée au texte initial, tirée d'un article du Figaro, qui montre comment la bourgeoisie a vécu cet épisode ...



Occupation du siège de la FFF, le 22 mai 1968 (J-C. SEINE).

Si le personnel est rapidement "libéré", tout comme Georges Boulogne et Pierre Delaunay, qui quittent les lieux dans le milieu de l'après-midi, l'occupation de l'immeuble ne fait, elle, que débiter. Elle va durer plusieurs jours.

Beau jeu et lutte des classes

Qui sont donc ces joueurs, qui viennent de prendre d'assaut la FFF ? Et quelles sont leurs revendications ? *"La quasi-totalité du groupe de contestataires appartenait à des clubs amateurs de la région parisienne"*, écrit l'historien du football Alfred Wahl, dans un article consacré à cet épisode méconnu. André Mérelle et Michel Oriot, les deux seuls joueurs professionnels qui participent à cette occupation, évoluent quant à eux au Red Star, le légendaire club de Saint-Ouen.

L'idée de ce coup d'éclat revient en réalité à des journalistes sportifs du mensuel *"le Miroir du football"*, engagés à gauche. Proche de la mouvance communiste, cette revue milite pour le beau jeu, le jeu créatif plutôt que physique, et porte un discours très critique sur la société. Dans son viseur : le paternalisme et l'autoritarisme des "caciques" du football français, les *"affairistes, les politiciens et les technocrates, toujours prêts à exploiter ou à manipuler les sportifs"*.

La fête prend fin le 27 mai, dans le calme. Les footballeurs décident de quitter les lieux après un vote en assemblée générale, alors que syndicats et organisations

étudiantes entament des négociations avec le gouvernement, qui aboutiront aux fameux accords de Grenelle. Les footballeurs estiment avoir atteint leur objectif, à savoir médiatiser leur combat.

La lutte ne s'arrête pas pour autant. Dans la foulée, le "*comité d'action des footballeurs*", à l'initiative de cette occupation, se transforme. Il devient l'Association française des footballeurs, une entité présidée par Just Fontaine, ancien buteur de Reims et des Bleus. C'est à elle que revient désormais la responsabilité de porter les revendications du mouvement.

Une simple farce ?

Quelle place et quelle importance faut-il attribuer à cet épisode ? Faut-il n'y voir qu'une simple farce ? Contrairement à celui des étudiants et des ouvriers, le "Mai 68" des footballeurs n'a pas été un mouvement de masse. Il est essentiellement resté cantonné à Paris, et même à l'avenue de Iéna. Dans le reste du pays, quelque 200 joueurs se sont réunis à Saint-Brieuc, mais c'est à peu près le seul écho rencontré par le mouvement en dehors de la capitale.

Limité, ce mouvement ne saurait pourtant être réduit à un événement uniquement folklorique. "*Par sa pratique et par ses revendications, le 'Mai des footballeurs' se trouve au carrefour du mouvement étudiant et du mouvement syndical*", analyse Alfred Wahl. "*Relativement proche du mouvement des étudiants par le rêve d'un football plus ludique, les rêves de démocratie directe et le rejet de toute hiérarchie, il l'était davantage de celui des ouvriers par les revendications catégorielles précises.*"

Pour l'historien, cet épisode, bien que modeste, a suffi à ébranler l'édifice du football français. "*Quant aux acquis, on observe les mêmes caractéristiques que dans les autres secteurs : des concessions immédiates, un processus de réaction, mais aussi des départs significatifs à plus ou moins brève échéance parmi les anciens responsables (de la FFF) et enfin, un train particulièrement dense de réformes réalisées dans les mois et les années ultérieurs, plus ou moins en rapport avec les revendications de Mai 68*", écrit-il.

Un certain nombre d'avancées ont ainsi été obtenues, à commencer par l'abolition, dès 1969, du fameux "contrat à vie", remplacé par un contrat à durée librement déterminée. Alors que des présidents de club tentent en 1972 de remettre en cause cette avancée, une grève des joueurs est déclenchée et parvient à le consolider. Autre changement notable : la démission, au lendemain du mouvement de 68, du très contesté Pierre Delaunay, jusqu'alors secrétaire général de la Fédération.

Ébranlé, l'édifice de la Fédération a néanmoins résisté à la tempête. "*Alors même que, dans les autres sphères sociales, nous assistons à une remise en cause de la notion d'autorité, alors même qu'à l'école, l'université, des orientations nouvelles*

se font jour, le football reste le domaine d'autocrates non éclairés", constatait avec regret André Mérelle, l'un des rares footballeurs *pro* à s'être joint au mouvement. *"J'ai eu des difficultés à retrouver un club. J'étais le gauchiste !"*, ajoutait-il.

Les instances ont également cherché à éloigner des terrains les contestataires amateurs. *"La ligue de Paris a suspendu un temps nos licences. Elle voulait nous empêcher de débiter la saison 68-69"*, a raconté Serge Aurer, un autre participant, cité par le journaliste Mickaël Correia,.

Cette révolte n'a pas non plus empêché Georges Boulogne, pourtant dans le viseur des contestataires, d'être nommé l'année suivante sélectionneur de l'équipe de France, puis directeur national du football en 1970, et de devenir l'un des piliers de la fédération. Réputé dogmatique, cet homme aux idées résolument conservatrices, voire réactionnaires, a eu après 68 les coudées franches pour façonner à sa guise la formation des entraîneurs et des joueurs français. Plutôt que de le faire évoluer, il s'est alors efforcé de consolider le système extrêmement vertical, inspiré du fonctionnement militaire, qui avait été mis en place par Vichy. Des principes et un fonctionnement archaïques, bien éloignés des revendications et de l'esprit festif qui animaient les footballeurs contestataires du printemps 68, et dont le football français reste en partie imprégné aujourd'hui encore.

Sébastien Billard



A propos du fameux tract

Le tract ci-après est daté. Son contexte est le large mouvement d'occupation qui a caractérisé la révolte des mois de mai-juin 1968 en France. Il est connu depuis longtemps à travers le livre de René Viénet (*Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*) qui l'avait publié dans ses documents annexes. Bien que daté, il n'en permet pas moins de considérer (avec le recul) ce qu'est devenu le football et c'est bien pourquoi nous l'éditions ici.

On ne peut plus dire comme à la fin des années soixante que le football est « populaire » comme par constitution génétique. D'une part parce que cet adjectif n'a plus automatiquement une signification politique : il est désormais synonyme d'industrie « culturelle », de consommation de spectacles par de larges masses manipulées qui englobent les individus. Comme pour l'éducation du même nom, le sens de l'adjectif s'est perdu à la faveur de la coagulation du cours de l'histoire. De nos jours, si l'on tient à ce vocabulaire, il faudrait surtout affirmer que c'est la bêtise qui est devenue populaire à travers le football.

D'autre part, avec Mai 1968, il devenait clair que le football est une composante du pouvoir spectaculaire. Les situationnistes avaient pourtant anticipé en analysant, au cours de ces mêmes années 1960, ce phénomène d'aliénation dans les loisirs. La fausse conscience voudrait que ce soit le « peuple » qui s'exprime dans ces moments de liesse, de « ferveur populaire ». C'est plutôt la populace, cette masse informe, qui doit être distinguée du peuple. Le peuple en arme des journées révolutionnaires de 1789, lui, avait des objectifs qui correspondaient à ses intérêts.

Enfin le football est pris dans le développement de cette société : son essence, sa nature n'est pas fixe et donnée une fois pour toute. Et si l'on tient à le caractériser, il vaudrait mieux dire de lui qu'il est « bourgeois » : la hiérarchie (le coach), la sélection (l'élite), la compétition (la victoire, le gagnant), les classements (le règne de la valeur), la vedette (le héros), etc.

Malgré tout, ce tract témoigne d'une négativité au sein de l'institution sportive qu'on ne peut plus entendre à la faveur d'une coupe du monde où la « peste émotionnelle » (Wilhelm Reich) s'empare de tout un chacun.

GrouCHOS (Groupe Contre l'Horreur Olympique et Sportive)



LE FOOTBALL AUX FOOTBALLEURS ! [TRACT]

Le tract-programme du Comité d'action des footballeurs

Footballeurs appartenant à divers clubs de la région parisienne, nous avons décidé d'occuper aujourd'hui le siège de la Fédération française de Football. Comme les ouvriers occupent leurs usines. Comme les étudiants occupent leurs Facultés.

Pourquoi ?

Pour rendre aux 600.000 footballeurs français et à leurs millions d'amis ce qui leur appartient : le football dont les pontifes de la Fédération les ont expropriés pour servir leurs intérêts égoïstes de profiteurs du sport.

Aux termes de l'article I des Statuts de la Fédération (association sans buts lucratifs selon la loi), les pontifes de la Fédération s'engageaient à travailler au « développement du football ». Nous les accusons d'avoir travaillé contre le football et d'avoir accéléré sa dégradation en le soumettant à la tutelle d'un gouvernement naturellement hostile au sport populaire par essence.

1. Ils ont accepté de limiter à huit mois la saison de football et d'interdire sa pratique au moment le plus favorable de l'année, en tolérant : la fermeture des stades, le refus des billets collectifs pour les déplacements, et le refus des garanties d'assurances-accidents durant la période «interdite».

2. Ils n'ont rien fait pour empêcher la suppression de nombreux terrains de football et pour exiger la création de nouveaux. Ce qui place des centaines de milliers de jeunes dans l'impossibilité de pratiquer leur sport. Ils n'ont rien fait non plus pour permettre aux scolaires de pratiquer le football en salle.

3. Ils viennent de créer la licence B, qui en interdisant pratiquement les changements de clubs (sauf au profit des grands clubs), constitue une atteinte intolérable à la liberté des joueurs et aux intérêts des petits clubs.

4. Par la voix de Dugauguez, ils ont insulté tous les footballeurs français dans leurs aptitudes physiques, techniques et intellectuelles.

5. Ils bafouent la dignité humaine des meilleurs footballeurs d'entre nous, les professionnels, en maintenant le contrat esclavagiste dénoncé par Kopa et dont l'illégalité a été reconnue, il y a un an, par Sadoul, le président du Groupement des dirigeants.

6. Ils concentrent sans vergogne aux mains d'une infime minorité les substantiels profits que nous leur procurons par nos cotisations et par les recettes sur lesquelles ils prélèvent des pourcentages quand ils ne se les approprient pas intégralement. Chiarisoli, président de la Fédération, Sadoul, président du Groupement, dissimulent des appointements illégaux sous des chapitres budgétaires qui échappent au contrôle des sportifs. Boulogne, chef de la mafia des entraîneurs,

réserve à ses amis les postes les mieux rétribués (1 million par mois et plus). Dugauguez, qui affirmait être directeur à plein temps de l'équipe de France (600.000 francs par mois) a conservé ses postes de directeur commercial des Draperies sedanaises et d'entraîneur de Sedan. Et le bouquet de ce feu d'artifice est tiré par Pierre delaunay qui doit son poste de secrétaire général de la Fédération à l'hérédité (comme un vulgaire Louis XVI), car il a été nommé au titre de fils de son père, titulaire précédent de la fonction !

C'est pour mettre fin à ces incroyables pratiques que nous occupons la propriété des 600.000 footballeurs français, qui était devenue le bastion des ennemis et des exploités du football.

Maintenant, à vous de jouer, footballeurs, entraîneurs, dirigeants de petits clubs, amis innombrables et passionnés du football, étudiants, ouvriers, pour conserver la propriété de votre sport, en venant nous rejoindre pour :

- Exiger la suppression de la limitation arbitraire de la saison de football, de la licence B, du contrat esclavagiste des joueurs professionnels ;

- Exiger la destitution immédiate (par voie de référendum des 600.000 footballeurs, contrôlé par des footballeurs) des profiteurs du football, Et des insulteurs de footballeurs ;

- Libérer le football de la tutelle de l'argent des pseudo-mécènes incompetents qui sont à l'origine du pourrissement du football. En exigeant de l'État les subventions qu'il accorde à tous les autres sports et que les pontifes de la Fédération n'ont jamais réclamées.

Pour que le football reste votre propriété, nous vous appelons à vous rendre sans délai devant le siège de la Fédération, redevenu votre maison, 60 avenue d'Iéna à Paris.

Tous unis nous ferons à nouveau du football ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le sport de la joie, le sport du monde de demain que tous les travailleurs ont commencé à construire.

Tous, 60 avenue d'Iéna !

Le Comité d'action des Footballeurs

ARGENTINE 1978 : VIDELA POUBELLE

En matière de Coupe du monde de foot honteuse, l'édition Qatar 2022 occupe d'ores et déjà une place de choix. Mais les précédents ne manquent pas. Il y a par exemple le Mondial 1934 dans l'Italie fasciste, tout à la gloire de Mussolini. Autre épisode faisant écho, l'édition 1978, disputée dans l'Argentine du dictateur Jorge Rafael Videla. Elle fut précédée d'une campagne de boycott plutôt sportive...

Devenu l'incarnation franchouillarde du foot-business dans ce qu'il a de plus vérolé, Michel Platini était déjà une belle pelle-à-merde en 1978. Quand des journalistes lui demandent sa position sur un éventuel boycott de la Coupe du monde qui doit se tenir la même année en Argentine, le futur boss de l'UEFA s'énerve et déclare que rien ne saurait lui faire rater l'opportunité de briller : « J'irai à la nage à Buenos Aires s'il le faut. » Ses partenaires sont sur la même longueur d'onde, à l'image du défenseur Dominique Bathenay, qui lance : « Nous sommes des professionnels, nous ne jouons pas pour les beaux yeux de la princesse. » Alors que la campagne de boycott bat son plein et que les exactions du régime argentin et sa « guerre sale » contre les opposants sont sur toutes les lèvres, seul Dominique Rocheteau estime qu'il est important de marquer le coup. La suggestion de « l'Ange vert » : un brassard noir arboré lors des matchs. Las : ses partenaires refusent.



Rattrapés par le karma, les Bleus sont éliminés au premier tour.

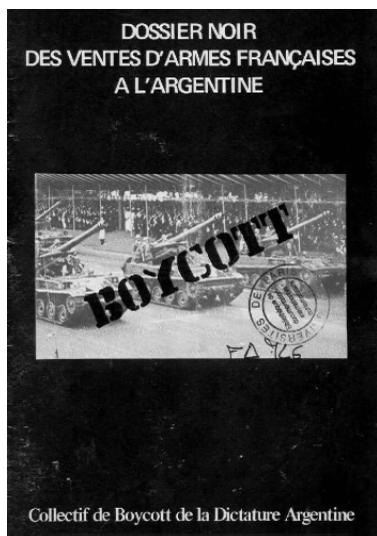
Sur place, cependant, les joueurs français menacent de faire grève. Une soudaine découverte de la décence ? Que dalle : s'ils recouvrent les trois bandes blanches de leurs chaussures de cirage noir, c'est parce qu'ils estiment que leur sponsor Adidas les blouse sur les primes...

Rattrapés par le karma, les Bleus sont éliminés au premier tour. Alors que certaines équipes ont eu au moins le mérite – tout relatif – de gestes symboliques, comme les

Suédois rendant visite aux Mères de la place de Mai ou les finalistes néerlandais refusant d'aller chercher leurs médailles², côté France c'est le grand vide. Plus tard, Rocheteau exprimera le regret « *que [leur] silence ait été perçu comme de l'indifférence* ». Dans le mille, champion. Heureusement, d'autres ont sauvé l'honneur.

Coba dis donc

« À Marseille, on n'était pas beaucoup dans le comité Cobra local, une grosse centaine. Et à notre première manifestation, on a tous été arrêtés et placés en garde à vue. Par contre, à Paris, ils étaient beaucoup. C'était la grande époque des autonomes et les manifs étaient chaudes, avec des milliers d'énervés... » Briscard volubile, l'ami qui déroule ce récit a vécu de Marseille la tentative de perturber la Coupe du monde en Argentine. Pour structure, le Cobra (Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football), créé en juin 1977 par des militants français et argentins. Il s'agit alors de dénoncer non seulement le régime de Videla et la caution que l'événement lui apporte, mais également les liens étroits que l'État français entretient avec les tortionnaires argentins, notamment par le biais de ventes d'armes³.



Au gré d'assemblées générales hebdomadaires libres d'accès, de nombreuses actions sont lancées. Il y a notamment la publication de plusieurs numéros d'un journal intitulé *L'Épique*, le lancement d'une pétition qui recueille 150 000 signatures ou l'édition de brochures comme le « *Dossier noir des ventes d'armes françaises à l'Argentine* ». Et puis des manifs plus ou moins agitées, dont celle du 31 mai 1978, à la veille du Mondial : ils sont 8 000 dans les rues de Paris à défiler aux cris de « *Videla assassin, Giscard d'Estaing complice* », tandis qu'à Dijon, ça tourne carrément à l'émeute : « *Mobylette d'un gardien de la paix piétinée, képi brûlé, feux allumés sur la place Darcy, vitrines taguées ou*

² Le geste est présenté comme politique dans un article du Mouvement social, « *La coupe est pleine Videla ! Le Mondial 1978 entre politisation et dépolitisation* » (n°230, 2010). Il pourrait aussi s'expliquer par un match tendu, dont les Néerlandais défaits sortiront fort amers.

³ Pour l'exportation par les militaires français des techniques d'« interrogatoire » acquises pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie, c'était moins documenté à l'époque. Lire à ce sujet l'édifiant *Escadrons de la mort, l'école française* de Marie-Monique Robin (La Découverte, 2004).

brisées, pillage, agence du Crédit agricole incendiée, jets de cocktails Molotov sur les forces de l'ordre... », détaille un article du Bien public⁴.

Un printemps agité, donc. D'autant plus que, pour certains, il faut monter d'un cran.

Hidalgo go go

Dans *Comme un chat – Souvenirs turbulents d'un anarchiste*⁵, le militant Floréal Cuadrado raconte un épisode très pieds-nickelesque : la tentative d'enlèvement par quelques énervés de celui qui était alors sélectionneur de l'équipe de branques, Michel Hidalgo. Une opération dont Cuadrado assure une partie de la logistique et qui a deux objectifs. Primo, fédérer autour de la lutte, via une opération menée en douceur, afin de « *concilier la sympathie de tous ceux qui n'avaient pas cyniquement renoncé à l'esprit de Mai et des luttes passées* ». Secundo, échanger l'otage contre des prisonniers politiques en Argentine, plus de 2 000 selon leurs comptes. Ambitieux...

Lancée le 23 mai 1978, l'opération est un fiasco. Hidalgo savate dans les cojones l'homme qui le tient en joue sur une route de campagne avec un pistolet sans munitions, avant de s'enfuir. Paie ton action d'éclat. Reste que Cuadrado évoque aussi dans son bouquin un détail croustillant : la première cible envisagée, finalement abandonnée pour des raisons logistiques, c'était... Michel Platini, l'anti-boycotteur en chef, qui sera bien plus tard impliqué dans l'attribution de la Coupe du monde au Qatar⁶. Rien que pour l'idée, ça valait le coup.

Émilien Bernard, CQFD, numéro 214, novembre 2022



⁴ « 1978, quand Dijon s'embrasait contre le Mondial en Argentine » (07/06/2018).

⁵ Éditions du Sandre, 2015.

⁶ Voir notamment « Coupe du monde de football 2022 au Qatar : dans les coulisses du déjeuner de l'Élysée qui a tout fait basculer », France Info (13/10/2022).

1978 : MANIFESTATION DES AUTONOMES CONTRE LA COUPE DU MONDE

Manifestation autonome contre la coupe du monde : « *Pas de football en Argentine, Videla assassin, offensive et autonomie, CRS-SS enculés* » quatre cents manifestants casqués et cagoulés quittent la faculté de Jussieu, après avoir joués au chat et à la souris avec les CRS, ils attaquent la faculté de droit d'Assas avec un nombre impressionnant de molotovs en brisant les barrières de sécurité.

Le « Lefac » (rebaptisé Lefaf) un café fréquenté par l'extrême droite est également incendié alors qu'un hélicoptère de la gendarmerie survole le cortège. L'hôtel *Lutetia* (QG de la Kommandantur durant la guerre) est saccagé en devanture alors que certains attaquent l'avant-garde des CRS, un car brûle, les policiers reculent. Les policiers arrivent en nombre après la dispersion : aucune interpellation

Libération, 26 mai 1978



ARGENTINE : FOOTBALL ET ASSASSINATS



La coupe du monde de football va se dérouler en Argentine à partir du 2 juin, pays dans lequel les droits élémentaires collectifs et individuels sont quotidiennement bafoués. Arrestations arbitraires, « disparitions », torture systématique, assassinats, interdiction du droit de grève.

L'Argentine a aujourd'hui le triste privilège de se placer parmi les pays les plus barbares du monde.

C'est dans ce contexte, à 4800 m du plus important centre de torture du pays, (l'Ecole Mécanique de la marine) que va se dérouler le *Mundial*, suivi par quelques 2 milliards de téléspectateurs.

Ce qui pourrait être une fête du football s'est transformé en une opération de propagande pour la junte militaire.

Nous pensons que tous ceux qui sont attachés à la défense des droits de l'homme, tous ceux qui ont une responsabilité dans les domaines politiques, syndicaux, sportifs, culturels, se doivent d'unir leur voix pour informer l'opinion publique de cette barbarie. C'est pourquoi la Fédération Anarchiste s'associe à toutes campagnes de pétitions et de popularisation en vue d'appuyer une demande d'amnistie générale le 2 juin, jour d'ouverture de la Coupe du Monde. Puisque l'on parle de « fête du sport », la plus belle des prisonniers serait leur liberté.

Fédération anarchiste (in « Le Combat Syndicaliste CNT-AIT », numéro 987, 1^{er} juin 1978)

LA CRIFA ET LE « MONDIAL »

En ce moment ont lieu en Argentine les championnats du monde de football organisés par la junte Militaire qui cherche, par un tel moyen, à obtenir une reconnaissance internationale de la dictature du général Jorge Rafael Videla et de son régime tyrannique imposé comme modèle aux gouvernements réactionnaires aujourd'hui au pouvoir en Amérique du Sud.

Cette initiative a éveillé à l'intérieur du pays une polémique assez vive car – malgré l'affirmation du général Antonio Luis Merio, président de l'Institut

autarcique qui la patronne, « Les championnats du monde de football sont un choix politique et prioritaire de toute la nation » - l'on se plaint de l'excessive dépense, 850 milliards de lires, pour bâtir 3 nouveaux stades à Mendoza, Cordoba et Mar de Plata que l'opinion publique « défini » comme des monuments aux chômeurs et qui grèveront l'économie argentine en plein inflation, malgré l'aide publicitaire assurée par la « Coca-Cola » (avec 25 millions de dollars), la « Philips », le « Café du Brésil » (déjà étiqueté « *El Café del Mundial* ») et d'autres multinationales.

Les réactions internationales ne se sont pas faites attendre. En Allemagne, en France, en Suède et aux Pays-Bas, des Comités pour le boycottage des championnats ont pris naissance et même « Amnesty International » s'est engagée pour sensibiliser l'opinion publique mondiale et l'orienter à rompre le silence qui entoure le régime dictatorial argentin et faire œuvre de contre-information.

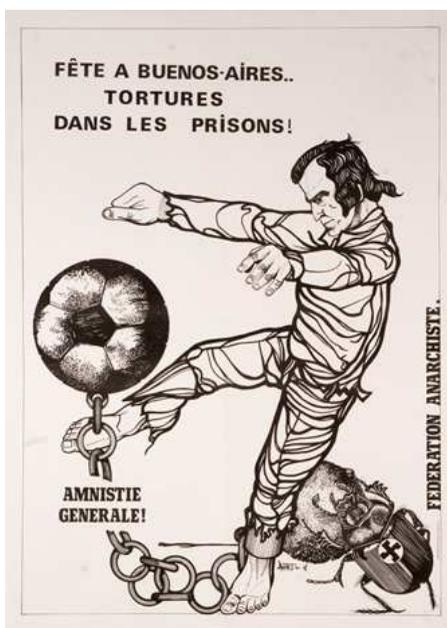
La CRIFA fait appel aux fédérations, groupes et militants adhérents à l'IFA (Internationale des fédérations anarchistes) pour qu'ils s'intéressent de près à la situation politique et répressive en cours en Argentine et fassent usage de cette circonstance pour la retourner contre le régime, en organisant une campagne – s'unissant aux autres, là où cela est possible – sur ces données que nos camarades nous ont directement fournies.

Dans cette période plus de 10.000 personnes ont été séquestrées, torturées, assassinées ; 15.000 personnes ont disparues. Le nombre des prisonniers politiques dépasse les 20.000. Aux cours de deux années de dictatures militaires, la production industrielle a diminué de 50 pour cent, le déficit de l'Etat est évalué à environ 23 milliards de dollars, les chômeurs sont un million et demi.

Cette circulaire a été envoyée, outre qu'aux adhérents à l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes), à toutes les publications anarchistes que la CRIFA reçoit, pour être traduite dans la langue du pays, dans le plus bref délai, car les championnats ont commencé les premiers jours du mois de juin 1978.

Bien fraternellement,

Pour la CRIFA (Commission de relations de l'Internationale des fédérations anarchistes), Umberto Marzocchi



LA COUPE EST PLEINE VIDELA ! LE MONDIAL 1978 ENTRE POLITISATION ET DEPOLITISATION

Jean-Gabriel Contamin, Olivier Le Noé

Dans Le Mouvement Social 2010/1 (n° 230), pages 27 à 46

Argentina' 78, souvenirs d'enfance : la pelouse du stade de River Plate couverte de la neige des papelitos ; les buts de Mario Kempes... Une vision enchantée du football reste accolée au souvenir du Mondial 1978. Pourtant, quand on dépouille la presse de l'époque, on constate que celui-ci fut aussi exceptionnel par tout le travail de mobilisation dont il fut l'objet, en France notamment, contre son utilisation par la junte militaire qui avait hérité de son organisation.

Du coup d'État à la coupe d'État : le football comme objet de rhétorique politique

De fait, le 24 mars 1976, une junte composée des trois commandants en chef des forces armées prend le pouvoir en Argentine⁷.

. Elle succède au gouvernement d'Isabel Perón, veuve du général du même nom, qui avait tenté en vain de restaurer la dévotion au « justicialisme » expérimenté dans son pays au sortir de la guerre en conjuguant autoritarisme, populisme et avancées sociales. Après le Brésil en 1964, la Bolivie en 1971, le Chili et l'Uruguay en 1973, l'Argentine bascule à son tour dans l'ère des régimes autoritaires. Transformant chaque citoyen en suspect, complice actif ou passif de la subversion, le nouveau chef de l'État, Jorge Rafael Videla, instaure une législation d'exception, qui abolit toute protection juridique minimale ainsi que les libertés civiques fondamentales⁸.

. Toutefois il entend se saisir de l'événement constitué par la coupe du monde de football pour transformer l'image internationale du régime. Une grande agence de publicité américaine, la Burston-Marsteller, est même mise à contribution pour un montant de 1,1 million de dollars afin d'optimiser « *les risques et les opportunités*

⁷ F. Lafage, *L'Argentine des dictatures 1930-1983. Pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 112. D. Quattrocchi-Woisson (dir.), *Argentine, enjeux et racines d'une société en crise*, Paris, Tiempo, 2001.

⁸ P. H. Lewis, *Guerrillas and Generals : The 'dirty war' in Argentina*, Westport, Conn., Praeger, 2002.

d'une telle perspective [qui] sont évidents »⁹.

Cette opportunité s'avère toutefois d'autant plus facilement réversible qu'une partie de l'opinion internationale est déjà sensibilisée à la question de la violation des droits de l'homme dans le cône sud-américain. Des groupes se constituent un peu partout en Europe¹⁰.

pour faire de cet événement l'occasion de dénoncer les exactions de la junte argentine : d'abord dans des pays dont l'équipe nationale participe à la phase finale (Suède, Espagne, Pays-Bas, Italie, République Fédérale d'Allemagne, Autriche), ensuite dans des nations non qualifiées comme Israël, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Islande, le Portugal, la Suisse ou encore la Belgique où l'on se mobilise par exemple autour du COBRA (Comité Belge contre la Répression en Argentine). En France, même si on tend à présenter Marek Halter comme l'instigateur du mouvement¹¹, ce sont en réalité quelques militants en faveur des droits de l'homme en Argentine, rassemblés depuis 1975 au sein du Comité de Soutien aux Luttés du Peuple Argentin (CSLPA), qui appellent, dès avant la qualification de la France pour la phase finale de la coupe du monde, au boycott de cet événement. Surtout, ils sont à l'origine de la constitution le 17 décembre 1977 du COBA, comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football, dont le succès est rapide et incontestable : l'appel au boycott recueille plus de 150 000 signatures, dont celles de personnalités aussi diverses que Louis Aragon, Roland Barthes, Bertrand Tavernier, Jean Lacouture, Marguerite Duras ou Yves Montand ; 200 COBA locaux se constituent sur le territoire français ; les numéros 3 et 4 du journal *L'Épique* réalisés par le COBA sont vendus à plus de 120 000 exemplaires.

Du reste, même si la capitale compte une trentaine de groupements de quartier ou d'arrondissement, le COBA ne se résume pas à une expression parisienne : la mobilisation est relayée grâce à l'essaimage des comités en province. Les foyers

⁹ Extrait du rapport de l'agence, cité par D. Denis, *Aux chiottes l'arbitre*, Supplément à *Politique Aujourd'hui*, juin 1978, p. 79.

¹⁰ E. Fernandez Moores, « Fallait-il aller au Mondial de 1978 ? », *Enjeux internationaux* (Bruxelles), dossier « Tourisme et dictatures », été 2007, p. 47 et 49 ; X. Breuil, *Enjeux politiques de la coupe du monde de football 1978 en Argentine. Études des mouvements de boycott en France et en Europe*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Metz, 2000, p. 20-21 ; R. Raanan et E. Davidi, « Sport, Politics and Exile : Protests in Israel during the World Cup (Argentina, 1978) », *International Journal of the History of Sport*, avril 2009, p. 673-692.

¹¹ O. Compagnon, « Un boycott avorté : le *Mundial* argentin de 1978 », in P. Artières et M. Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, p. 699 ; P. Dietschy, Y. Gastaut et S. Mourlane, *Histoire politique des Coupes du Monde de football*, Paris, Vuibert, 2006, p. 150-153 ; X. Breuil, *Enjeux politiques de la coupe du monde...*, op. cit., p. 17.

locaux d'expression de la mobilisation sont variés. Les actions au sein ou aux abords des lycées sont conçues « *en vue de l'intervention vers la jeunesse scolarisée et les associations de jeunesse* »¹². Ces initiatives, développées à partir d'un « *débat-information Mundial 78* », qui se tient mi-février à Paris, visent la création et la coordination de comités lycéens – et même collégiens – en plus des étudiants. En outre, les matches de football, quel que soit le niveau des rencontres, deviennent de potentielles tribunes d'expression de la contestation favorable au boycott qui utilisent le même répertoire d'action que dans les lycées : distribution de tracts, diffusion de pétitions, vente du pastiche L'Épique. Enfin, les manifestations constituent des temps forts du mouvement. Les grandes villes régionales en sont le théâtre tout au long du mois de mai 1978 : Lyon, Grenoble, Bordeaux, Nantes, Dijon. La plus importante d'entre elles se déroule à Paris, le 31 mai : 8 000 personnes y prennent part.

Cette réussite inattendue rend cet épisode particulièrement révélateur puisque des protagonistes issus de milieux très diversifiés – sportifs, intellectuels, militants politiques et syndicaux, journalistes – se trouvent mis en demeure de se positionner, d'abord, quant à l'opportunité de l'organisation de la coupe du monde par l'Argentine, mais aussi, plus généralement, quant à l'articulation à leurs yeux légitime des ordres sportif et politique.

Depuis l'ouvrage fondateur de Jean Meynaud¹³, un ensemble de travaux ont permis d'approfondir les relations entre sport et politique. Toutefois ils ont porté, pour l'essentiel, sur la manière dont les pouvoirs publics instrumentalisent le sport sur le plan national¹⁴ ou international¹⁵, sur les effets politiques propres du développement des activités sportives¹⁶, ou sur le positionnement des autorités

¹² *Rouge*, 15 février 1978 ; cité par X. Breuil, *Enjeux politiques de la coupe du monde...*, op. cit., p. 27.

¹³ J. Meynaud, *Sport et politique*, Paris, Payot, 1966.

¹⁴ Voir, parmi les travaux historiques, P. Arnaud, *Le militaire, l'écolier et le gymnaste. Naissance de l'éducation physique en France. 1869-1889*, Lyon, PUL, 1991 ; M. Amar, *Nés pour courir. Sport, pouvoirs et rébellions 1944-1958*, Grenoble, PUG, 1987. Parmi les sociologues, J.-M. Brohm, *La Tyrannie sportive. Théorie critique d'un opium du peuple*, Paris, Beauchesne, 2006 ; J.-P. Clément, J. Defrance, C. Pociello, *Sport et pouvoirs au XXème siècle*, Grenoble, PUG, 1994.

¹⁵ Voir entre autres R. Levermore, A. Budd (eds.), *Sport and International Relations : an Emerging Relationship*, Londres, Routledge, 2004 ; P. Arnaud et J. Riordan, *Sports et relations internationales (1900-1941) : les démocraties face au fascisme et au nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1998.

¹⁶ N. Elias et E. Dunning, *Quest for Excitement, Sport and Leisure in the Civilizing Process*, Oxford, Basil Blackwell, 1986 ; traduit sous le titre *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

sportives à l'égard du politique¹⁷. Rares sont les recherches qui tiennent compte de la contribution des professionnels du sport (les enseignants et les athlètes eux-mêmes) à la politisation ou à la dépolitisation du sport. De même, les imbrications entre tous ceux qui participent à la définition des frontières entre sport et politique demeurent largement inexplorées. Ce sont précisément ces angles morts que l'épisode de la tentative de boycott du Mondial argentin permet d'éclairer.

En l'occurrence, l'espace des prises de position sur les relations entre sport et politique cristallisé à cette occasion, tel qu'on peut l'appréhender à partir de sources variées – consultation d'archives¹⁸ complétée et recoupée par un dépouillement de la presse de l'automne 1977 à l'été 1978, entretiens avec les principaux protagonistes de la contestation¹⁹ –, se révèle plus complexe qu'on aurait pu l'escompter. Certes, un clivage irréductible oppose ceux qui considèrent que le sport doit être préservé de toute appropriation politique (stratégie de cloisonnement de l'arène sportive) à ceux qui suggèrent que sport et politique ne sauraient être totalement dissociés (stratégie de décloisonnement). Toutefois cette distinction ne recouvre pas celle qui sépare les partisans et les opposants du boycott.

Entre cloisonnement et décloisonnement, entre refus du boycott et appel au boycott, on en vient ainsi à isoler différentes manières idéales-typiques d'articuler football et politique, qu'on peut rapporter à des locuteurs eux-mêmes différenciés, dont les prises de position ne prennent sens qu'en les rapprochant de leur position dans leurs espaces socio-professionnels respectifs (mondes sportif, politique, syndical, journalistique, intellectuel). En ce sens, il s'agit aussi, au travers de l'exemple du *Mundial* argentin, de montrer en quoi la frontière entre sport et politique ne saurait être pensée autrement que comme un construit social, résultante d'un ensemble d'investissements qui tiennent à des logiques, des univers et des enjeux variés, pour partie autonomes et contradictoires, et dont la représentation finalement dominante n'est jamais fixée à l'avance. La démarcation entre politisation et dépolitisation est une ressource pour les acteurs plutôt qu'une donnée stabilisée qui s'impose à eux.

¹⁷ J.-L. Chappelet, *Le système olympique*, Grenoble, PUG, 1991 ; J. Defrance, « La politique de l'apolitisme », *Politix*, juillet 2000, p. 13-27.

¹⁸ Archives de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), fonds du COBA référencé par Marina Franco, cote F ? 1831 (1) - (8). Versements de correspondances, de notes internes, de documentation en français et en espagnol, de photographies, etc. de François Gèze, Daniel Denis, Alain Dantou, consultables depuis 2005. L'inventaire du fonds est présenté en détail : http://www.bdic.fr/pdf/Fonds_COBA.pdf. Archives Nationales du Monde du Travail (Roubaix), fonds CFDT, UD Pas-de-Calais, UR Nord-Pas-de-Calais, répertoire 1994024 Cote 0424 : Actions contre la situation en Argentine à l'occasion de la coupe du monde de football, juin 1978. Pour le contenu détaillé, voir <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/fr/inventaires1994/1994024-11.html>.

¹⁹ Entretiens avec Daniel Denis, François Gèze, Alain Dantou et Philippe Lorino, mai 2005.

Les logiques de neutralisation politique du Mondial

« Nous n'allons pas en Argentine à la rencontre d'un régime, mais d'un peuple [...]. Nous ne sommes pas des professionnels de la politique ».

(Michel Hidalgo, sélectionneur de l'équipe de France, *Le Monde*, 24 mai 1978)

« Le peuple argentin en lutte nous demande d'apporter un soutien politique au combat qu'il mène contre le complot qui, au sein même de l'armée et du gouvernement, tend à faire sombrer le pays dans le fascisme. Il craint par-dessus tout l'isolement et l'oubli [...]. Dans ces conditions, proposer le boycottage du Mondial relève de l'irresponsabilité ou de la manœuvre ».

(Guy Hermier, responsable sport du Parti communiste français, *L'Humanité*, 12 janvier 1978)

Deux argumentaires opposés dans leur façon de présenter les rapports entre football et politique, l'un insistant sur la nécessité de les rapporter à deux ordres séparés tandis que l'autre les mêle de manière inextricable. Mais deux argumentaires qui débouchent pourtant sur une conclusion commune : l'idée que l'équipe de France de football doit aller en Argentine pour y disputer la phase finale du *Mundial* 1978.

Là où on aurait pu penser ne trouver qu'un discours de dénonciation unilatérale de la politisation des valeurs sportives, on assiste en effet à l'occasion de la polémique engendrée par l'appel au boycott de la coupe du monde en Argentine à la construction d'un double registre de légitimation de la participation de l'équipe de France, auquel ne recourent pas exactement les mêmes acteurs dans les mêmes configurations, mais dans lequel chacun des partisans de cette position finit par puiser à un moment ou à un autre. Au souci explicite de neutraliser l'événement au nom d'un cloisonnement de principe entre les logiques sportive et politique répond une prise en compte théorique de l'entremêlement entre ces deux logiques qui se traduit pourtant pratiquement, pour l'essentiel, en un même cloisonnement et une même neutralisation des enjeux. Au refus explicite et de principe de l'engagement répond un « art » de s'engager sans s'engager.

Le refus du boycott au nom du cloisonnement

« *Moi, je suis un professionnel du foot, pas un politique. Qu'on ne me demande pas de mélanger les deux* »

(Jean-Paul Bertrand-Demanès, *Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1978).

« *Nous allons en Argentine pour jouer au foot, pas pour mener une action politique* »

(Dominique Bathenay, *Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1978).

On pourrait ainsi multiplier les citations de membres de l'équipe de France de football qui, sous des formes diverses, en arrivent, dans la polémique de 1978, à opposer sport et politique et à se distancier de ceux qui, par l'appel au boycott, tendraient à confondre les deux. Selon Michel Hidalgo, « dans cette affaire de boycottage, on cherche à nous faire adopter les règles du monde politique : celles qui divisent, alors que nous les sportifs, nous unissons » (*Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1978).

Cette manière de refuser le boycott au nom d'une association entre sport et apolitisme n'est toutefois pas propre aux seuls sportifs. On en trouve la trace dans les propos de journalistes sportifs et d'éditorialistes plutôt marqués à droite : Jean Laborde (*L'Aurore*, 12 mai 1978) s'oppose ainsi aux boycotteurs en affirmant que lorsque la politique « *pénètre sur un stade, le sport se tire à toutes jambes* ». On la retrouve même dans l'argumentaire de certains membres du gouvernement : Jean-Pierre Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports, déclare ainsi qu'« *il faut que la coupe du monde conserve le seul caractère qu'elle doit avoir, celui d'une manifestation sportive* » (AFP, 16 mai 1978).

Plus largement, cela semble être un cliché assez répandu pour que *Le Figaro* (2 juin 1978) en fasse le support d'un sondage *ad hoc* au regard duquel on pourrait conclure que « la France a raison de jouer le Mondial » : 78 % des personnes interrogées se disent plus d'accord avec l'idée que « *le sport n'a rien à voir avec la politique et l'équipe de France de football doit aller disputer la coupe du monde en Argentine quel qu'y soit le régime politique* » qu'avec celle selon laquelle « *l'équipe de France de football aurait dû renoncer à aller en Argentine plutôt que de paraître approuver un régime non démocratique* ». Comme le résume le commentaire associé au sondage, « *une sorte d'unanimité se dégage de l'enquête : hommes et femmes, jeunes et vieux, de toutes obédiences politiques refusent aujourd'hui de faire un amalgame entre le sport et la politique* »²⁰.

²⁰ Sur les sondages comme mode de construction de l'opinion publique, voir P. Champagne, *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990, p. 134 et suiv. En l'occurrence, on comprend combien la formulation des items alternatifs tend à faire souscrire au registre apolitique tous ceux qui se refusent au boycott.

Pourtant, même dans les arguments avancés par les tenants de cet apolitisme sportif, la frontière entre ces deux ordres ne semble pas toujours si évidente.

Certains la fondent plus ou moins explicitement sur les valeurs opposées auxquelles correspondraient ces deux univers. Selon Michel Hidalgo, « *les pays qui se font la guerre ailleurs se réunissent dans le jeu, dans l'effort et dans la considération de l'autre. Nos règles, je le crois, sont supérieures à celles du monde politique. Nous sommes des messagers de la fraternité et on voudrait détruire en nous cette vertu* » (*Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1978).

Certains la fondent très matériellement sur l'omission des enjeux politiques de l'événement ou sur leur subordination à d'autres enjeux présentés comme plus essentiels. Interviewé sur cette question par Antenne 2 (12 janvier 1978), Yves Guéna (RPR [parti de droite aujourd'hui « Les Républicains »]) rétorque par exemple : « *C'est vrai, il y a des problèmes en Argentine. Il faudra veiller à ce que la sécurité de nos joueurs soit assurée* ». Quant à Fernand Sastre, président de la Fédération Française de Football, interrogé sur la coupe du monde à venir (*L'Humanité*, 25 mai 1978), il commence par rapidement repousser la question politique pour des questions pratiques – le lieu d'une coupe du monde doit être connu très longtemps à l'avance et la FIFA ne pouvait modifier au dernier moment le lieu de cette Coupe –, pour en revenir ensuite à l'importance des valeurs sportives – « *C'eût été supprimer l'un des derniers rassemblements sportifs internationaux* » – et se focaliser sur les seuls enjeux sportifs : ce qui l'a « *choqué* », c'est « *la trop grande préparation du tirage au sort* », ce qui « *n'est ni bon, ni sain sur le plan sportif* » !

Certains, enfin, la fondent sur la dénonciation de la politisation dont serait l'objet cette coupe du monde de la part de ceux qui appellent au boycott. Patrick Wajzman (*Le Figaro*, 2 juin 1978) fustige ainsi les « *intellectuels parisiens* », « *tous ceux, à gauche, qui cherchent à [...] réaliser une opération d'inspiration politicienne* ». Comme le conclut Jean Laborde (*L'Aurore*, 12 mai 1978), « *De grâce, pour ce Mondial, que la politique fasse sa mi-temps !* ». C'est donc la politique qui devrait s'inspirer des valeurs supposées portées par le sport²¹.

Pourtant cette mise en cause de la politisation du Mondial ne va pas sans ambiguïté puisque, devant l'ampleur de la polémique, les partisans de cette position se trouvent contraints d'user d'arguments d'opportunité qui sont déjà autant de manières de faire entrer le politique dans le football.

Ainsi, certains s'inquiètent de la spécificité du cas argentin à l'égard d'autres cas et des risques dès lors induits par le boycott du Mondial. Jean Laborde (*L'Aurore*, 12 mai 1978) s'interroge par exemple sur les critères à utiliser pour définir les pays

²¹ Sur la « footballisation de la politique », cf. P. Mignon, « 'Footballisation' de la politique ? Culture du consensus et football en Grande-Bretagne », *Politix*, juillet 2000, p. 49-71.

boycottables et en conclut qu' « *un jour viendra peut-être où le seul pays qui aura le droit d'organiser des tournois mondiaux sera la Suisse ; et encore* ». Or poser cette question, n'est-ce pas implicitement admettre que, dans certaines situations, le boycott pourrait être légitime ?

D'autres en viennent à questionner non pas tant le boycott lui-même que son efficacité. Ainsi, Jacques Ferran (*L'Équipe*, 13 décembre 1977) se demande « *de quelle manière ce boycottage servirait la cause qu'il prétend défendre* » et redoute que « *furieux de cet embargo sportif, [le gouvernement argentin] ne se ferme et ne se durcisse davantage* ». Il ne s'agit dès lors plus tant de dissocier politique et football que de s'interroger sur les biais par lesquels l'événement footballistique pourrait être mis au service d'une cause politique. Il appelle du reste finalement les participants à la coupe du monde à s'efforcer, « *en échange de leur participation, d'obtenir des autorités argentine certains adoucissements, certains gestes d'apaisement et d'humanité* ».

Toutefois cette acceptation théorique d'un mélange entre football et politique se traduit in fine en un cloisonnement pratique entre eux.

Le refus du boycott au nom des alternatives politiques : de l'engagement différé et délégué au non-engagement

Selon cet argumentaire, en effet, football et politique peuvent être – voire sont – nécessairement mêlés. C'est seulement le mode d'action, le boycott, qui est mis en cause. Les alternatives proposées sont alors caractérisées par deux traits. Soit elles ne prennent pour cible que l'opinion publique française, qu'il s'agit de sensibiliser dans une perspective de « *mobilisation du consensus* » sur le long terme plutôt que de « *mobilisation pour l'action* » de court terme²². Soit elles chargent d'autres entités – le gouvernement, les journalistes, les sportifs – d'agir sur le terrain dans une optique différée. Autrement dit, ceux qui refusent tout à la fois l'apolitisme sportif et l'appel au boycott immédiat le font pour partie selon une logique de délégation différée.

La position officielle de la CFDT est à cet égard symptomatique puisque, sollicité par le COBA, Jean Bourhis, secrétaire confédéral, présente la position de la commission exécutive de la CFDT en trois points²³. D'abord, la reconnaissance du « *caractère scandaleux du déroulement d'une grande manifestation sportive internationale dans un pays de dictature et de répression sanglante* », c'est-à-dire du mélange entre football et politique. Ensuite, la contestation du type d'action envisagé : la commission « *estime tout à fait irréaliste de s'engager dans une*

²² Sur cette distinction, voir B. Klandermans, « Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, 49 (5), 1984, p. 586-587.

²³ Archives BDIC, F ? 1831 2 (1), Lettre au COBA, 12 janvier 1978.

campagne pour un tel boycott ». Enfin, la proposition d'autres modes d'intervention politique au sein de cet événement sportif : profiter « *de cette manifestation sportive pour dénoncer avec plus de vigueur les disparitions, les enlèvements, les tortures, les assassinats et pour affirmer la solidarité de la CFDT et de ses adhérents avec la lutte intérieure et extérieure de l'opposition syndicale et politique en Argentine, pour la liberté, la démocratie, les droits de l'homme* ».

C'est ce mode d'argumentation autour duquel se rassemblent peu ou prou les formations politiques et syndicales de la gauche de gouvernement comme certains représentants de la droite parlementaire, et même la plupart des exilés argentins en France²⁴. D'un côté, gauches communiste et socialiste se refusent à l'appel au boycott. Le PCF et la CGT immédiatement. Les socialistes, après quelques atermoiements initiaux²⁵. Si Lionel Jospin, membre du secrétariat national du Parti socialiste, déclare, tout en nuances, que « *le problème n'est certainement pas de boycotter la coupe du monde. Il s'agit de savoir s'il faut boycotter l'Argentine [...]. Il faut jouer la coupe du monde si possible ailleurs qu'en Argentine* » (*Le Matin*, 23 décembre 1977), tandis que les Jeunesses socialistes lancent une pétition pour demander le changement du lieu de la coupe du monde (*Le Matin*, 31 janvier 1978), François Mitterrand tranche le 17 février 1978, en affirmant que « *les dés sont jetés. Maintenant il faut y aller. Il n'est pas question de priver l'équipe de France de sa qualification* ». De l'autre côté, Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée Nationale et porte-parole du Centre des démocrates sociaux, renvoie dos à dos ceux qui disent « *qu'il ne faut pas mêler le sport et la politique* » et ceux qui appellent au boycott, en choisissant plutôt de se servir « *de la coupe du monde comme d'une caisse de résonance qui portera les cris plus loin et plus haut* » (*Le Monde*, 20 mai 1978).

Ce positionnement se déploie dès lors, invariablement, autour de trois arguments principaux.

On souligne d'abord, comme les partisans de l'apolitisme, la spécificité toute relative du cas argentin. C'est par exemple Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui distingue la situation de l'Afrique du Sud et des « *pays racistes* » – « *Je n'accepte pas la discrimination raciale. Par conséquent, si la prochaine coupe du monde devait se dérouler en Afrique du Sud, je dirais non* » – et la question de l'Argentine et des « *pays où les libertés sont muselées ou menacées* » (*L'Humanité*, 18 novembre 1977 et *Avant-garde*, 1er mars 1978).

²⁴ M. Franco, *El exilio. Argentinos en Francia durante la dictadura*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.

²⁵ On ne saurait donc dire qu'au Parti Socialiste « *la question du boycott [...] ne donna jamais matière à une quelconque prise de position à l'encontre du Mondial* » (O. Compagnon, « Un boycott avorté ... », art. cit., p. 699).

On s'interroge ensuite sur l'impact d'un tel mode d'action sur le régime argentin en soulignant, notamment, qu'aux yeux mêmes des opposants argentins il ne s'agirait pas de la meilleure solution. C'est l'Union régionale parisienne CFDT qui, dans un numéro spécial de son bulletin consacré à l'Argentine, indique que « *de nombreuses organisations se préoccupant des problèmes de l'Amérique Latine [...] estiment qu'il y a lieu de saisir cette occasion pour sensibiliser les travailleurs, dénoncer le régime militaire en place, informer largement l'opinion publique de ce qui se passe dans leur pays, mais aussi dans toute l'Amérique du Sud* »²⁶

Dès lors, dans un troisième temps, les tenants de ce positionnement proposent d'autres modes d'intervention politique au sein du *Mundial*. Ainsi le bureau exécutif du PS, qui estime que la France ne saurait envoyer l'équipe nationale « *sans condition* » et appelle donc le gouvernement à « *demander fermement au gouvernement argentin la libération des prisonniers politiques argentins* » (*Le Monde*, 13 mai 1978). Ainsi, surtout, ces très nombreuses organisations syndicales qui, tout en ne souscrivant pas au mot d'ordre de boycott, s'adressent au COBA pour lui annoncer qu'elles « *exploiteront l'événement pour dénoncer avec davantage de vigueur ce qui se passe en Argentine* » (Union interprofessionnelle CFDT Roubaix-Tourcoing, 17 mars 1978)²⁷

Ce registre argumentatif, on l'a compris, fait dès lors peser sur certaines catégories d'acteurs, et d'abord sur les sportifs eux-mêmes, l'essentiel de la charge de l'alternative²⁸. Ceux-ci se trouvent ainsi dans la difficile situation d'être tout à la fois parmi les cibles principales des boycotteurs et les principaux porteurs de l'espoir des anti-boycotteurs, alors même qu'un ensemble de caractéristiques

²⁶ Archives BDIC, fonds COBA, F ? 1831 2 (1).

²⁷ Archives BDIC, fonds COBA, F ? 1831 2 (1).

²⁸ On aurait pu mener une analyse homologue sur les dilemmes rencontrés par les journalistes sportifs. Pour une esquisse d'étude dans cette optique, cf. B. L. Smith, « The Argentinian Junta and the Press in the Run-up to the 1978 World Cup », *Soccer and Society*, 3 (1), printemps 2002, p. 69-78 et X. Breuil, *Enjeux politiques de la coupe du monde...*, op. cit., p. 103 et suiv. Il est du reste symptomatique que l'un des rares journalistes sportifs à s'être mobilisé, sans jamais pour autant appeler au boycott, ait un parcours très spécifique. Alain Leibling, auteur d'un des rares comptes rendus critiques post-coupe du monde (A. Leibling, *Une balle dans la tête*, Paris, Éditions des autres, 1978), avait en effet participé à l'occupation des locaux de la Fédération française de football en mai 1968 alors qu'il était étudiant à l'École supérieure de journalisme de Paris (F. Mahjoub, A. Leibling et F.-R. Simon, *Les enragés du football : l'autre mai 68*, Paris, Calmann-Lévy, 2008). Il a ensuite participé à la fondation du quotidien *Libération* avec, du reste, certains des « *Argentins* » de la mobilisation de 1978 comme François Gèze (cf. supra). Il ne devient journaliste sportif qu'ensuite, en fondant le magazine *Onze* dont il est le rédacteur en chef au moment de la coupe du monde et qu'il contribue à positionner dans l'espace des magazines de football en se positionnant lui-même. Il est aujourd'hui un des proches collaborateurs de Michel Platini en tant que chef de presse dans le département communication de la FIFA.

rendent particulièrement difficile une mobilisation politique de leur part.

Des caractéristiques propres au monde sportif, d'abord. Il s'agit d'un milieu relativement apolitique pour des raisons historiques²⁹, professionnelles³⁰ et sociologiques³¹ : un certain hiatus entre des origines sociales plutôt populaires et une situation économique plutôt favorable ainsi qu'un certain manque de « *compétences statutaires* »³² se traduit par une illégitimité *a priori* de la prise de parole politique. Des caractéristiques propres à la configuration spécifique de ce boycott, ensuite : en cette occasion, on demande en effet aux membres d'un espace social de sacrifier à des enjeux externes à cet espace ce qui constitue précisément le trophée le plus essentiel dans celui-ci, à savoir la participation à une phase finale de la coupe du monde. Comme le résume Michel Platini, « *ceux qui demandent de ne pas y aller ne sont pas sérieux. On pourrait imaginer n'importe quoi, sauf le boycottage. Ça fait quatre ans qu'on s'y prépare [...]. La France n'est plus sélectionnée depuis douze ans. Cette fois, nous sommes enfin sélectionnés. Il y en a qui nous demandent de ne pas y aller. Ça ne va pas, non ? [...] J'irais à la nage à Buenos Aires* » (*Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1978).

Le paradoxe de l'action collective³³ semble ici atteindre une forme de paroxysme. On est appelé à « *tout* » donner – ou, en tout cas, l'essentiel du point de vue de l'espace socio-professionnel auquel on appartient – pour un résultat qui peut sembler limité : l'événement a toutes chances de se dérouler sans soi. Dennis Chong³⁴ notait que le boycott est un de ces modes d'action qui ne permettent guère la défection : la participation de chacun au boycott est indispensable à la réussite de la mobilisation. En cela, ce mode d'action est pour une part moins soumis au paradoxe de l'action collective – puisque la contribution marginale de chaque participant est maximale – et plus soumis à ce paradoxe : parce que la croyance dans la probabilité que tout le monde y souscrive est d'autant plus faible.

Il n'est dès lors guère étonnant que, comme on l'a suggéré, la plupart des sélectionnés français en restent au registre de l'apolitisme. Certains, toutefois, sans

²⁹ J. Defrance, « La politique de l'apolitisme », *art. cit.*

³⁰ S. Fleuriet et M. Schotté, *La condition des travailleurs sportifs*, Broissieux, Editions du Croquant, 2008.

³¹ P. Lanfranchi et A. Wahl, *Les footballeurs professionnels des années trente à nos jours*, Paris, Hachette, 1995.

³² D. Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Le Seuil, 1978. Pour une illustration, cf A. Wahl, *Les archives du football. Sport et société en France 1880-1980*, Paris, Gallimard-Julliard, 1989, p. 296-297.

³³ M. Olson, *Logique de l'action collective*, 2e éd., Paris, PUF, 1987.

³⁴ D. Chong, *Collective Action and the Civil Rights Movement*, Chicago, Chicago University Press, 1991.

souscrire à la thématique du boycott³⁵, se rallient au registre de l'alternative. C'est l'argumentaire dont Michel Hidalgo tend progressivement à se rapprocher en déclarant qu'il s'efforcera d'obtenir des nouvelles des 22 Français détenus ou disparus en Argentine (*Le Monde*, 24 mai 1978). C'est surtout la position que rejoint un petit groupe de joueurs autour de Jean-Marc Guillou et Dominique Rocheteau. Celui-ci³⁶ raconte ainsi *a posteriori* un cheminement personnel qui correspond en tout point à cette quête d'alternative : le refus *a priori* de l'apolitisme sportif au nom de convictions politiques explicites³⁷ ; le refus du boycott du fait de sa supposée inefficience ; enfin, la quête de modes d'action alternatifs supposés plus efficaces : « *Je suis convaincu de la nécessité d'agir, d'une manière ou d'une autre, pour déclencher une prise de conscience collective [...]. Sous quelle forme ? Je ne le sais pas encore [...]. Quelqu'un a suggéré de porter un brassard noir à l'occasion du premier match pour manifester notre désapprobation à l'égard du régime. Pourquoi pas ?* ».

Ce récit a cette vertu supplémentaire de souligner les difficultés auxquelles se heurtent finalement les tenants sportifs de l'alternative au boycott. D'abord, les réticences au sein du monde sportif lui-même. Rocheteau rappelle que ses prises de position ne sont « *pas du goût de tout le monde* », alors même qu'« *il n'est pas question de jouer les francs-tireurs et de casser la solidarité du groupe. Si nous menons une action, elle doit être collective* ». À l'époque, il fait d'ailleurs part de sa peur que cela lui porte préjudice et de se faire « *flinguer* »³⁸. À ces réticences s'ajoute ensuite la pression de l'événement et de la logique sportive : lorsque, 48 heures avant le premier match de l'équipe de France, Bernard-Henri Lévy organise une rencontre avec l'ensemble des joueurs pour discuter des moyens d'agir, ils ne sont déjà plus que quatre à participer ; le jour dudit match, seul l'un d'eux est sur le terrain, si bien que l'idée de porter un brassard est abandonnée. Dans la suite du récit, le volet politique est finalement délaissé au profit des seuls aspects sportifs : les « *malgré nous* » du Mondial demeureront sans voix.

Au final, à l'occasion de ce Mondial, outre quelques déclarations individuelles

³⁵ Seuls deux footballeurs suédois vont aller au bout de cette logique en ne se rendant pas au *Mundial* pour des raisons politiques.

³⁶ D. Rocheteau, *On m'appelait l'ange vert*, Paris, Le Cherche midi, 2005, p. 145 et suiv. On retrouve ce même cheminement, de manière un peu moins détaillée, dans une interview qu'il accorde en plein *Mundial* à Alain Leibling (*Une balle dans la tête, op. cit.*, p. 153 et suiv.).

³⁷ Dans son autobiographie, D. Rocheteau rappelle sa proximité marquée avec la Ligue communiste révolutionnaire (p. 146), qui lui valut l'ire du président de son club de l'époque, Roger Rocher (A. Wahl, *Les archives du football ...*, *op. cit.*, p. 297).

³⁸ Cité in A. Leibling, *Une balle dans la tête, op. cit.*, p. 157.

isolées³⁹, seuls les joueurs suédois et néerlandais se signalent par un geste politique collectif : les uns en allant à la rencontre des « *folles de la place de mai* », les autres en refusant d'aller chercher la médaille des finalistes et de participer au banquet de clôture pour ne pas avoir à serrer la main du général Videla⁴⁰. Le bilan des partisans de l'alternative politique semble donc de ce point de vue assez mince. Comme le résumant abruptement les membres du COBA⁴¹ : « *Qu'est-ce que les joueurs et les dirigeants de la délégation française ont pu faire et obtenir en Argentine ? Une liste de Français prisonniers ou disparus, déjà connue, et fournie par l'ambassade de France à Buenos-Aires. RIEN [...]. Qu'ont vu les visiteurs étrangers, de quoi ont-ils pu témoigner, sur quoi l'information du Mundial a-t-elle porté ? [...]* L'information s'est concentrée sur la perfection technique de l'organisation et le confort de l'accueil ».

On aurait beau jeu dès lors de stigmatiser la duplicité d'une forme d'engagement délégué et différé qui se traduit concrètement en une quasi absence d'action concrète. Le refus du boycott, tant par le PCF que par le PS, ne saurait par exemple être isolé d'une conjoncture marquée par des élections législatives en 1978 et par la perspective des Jeux Olympiques de Moscou en 1980. Sans doute, certains n'usent-ils de ces arguments que dans le but de faire taire les appels au boycott et sans croire à la possibilité réelle – voire à la nécessité réelle – d'agir autrement. On suivra toutefois Jacques Defrance⁴² dans l'idée qu'il ne s'agit pas pour le chercheur de « *réduire à néant [l'argumentaire plus ou moins apolitique affiché par les anti-boycott] en montrant qu'il se double de prises de positions politiques implicites, parallèles et inavouées, ou qu'il remplit des fonctions politiques inaperçues* », mais simplement de prendre acte de la diversité des modes d'articulation entre football et politique considérés comme assez légitimes pour être défendus dans l'espace public dans une configuration donnée.

De ce point de vue, ce qui transparait, c'est un double mouvement de décloisonnement et de recloisonnement des espaces sportif et politique. Décloisonnement dans un premier temps, dans la mesure où « *le premier argument : il ne faut pas mélanger le sport et la politique, s'est progressivement éteint de lui-même, tant la nature politique de l'événement était évidente* »⁴³. Le second registre

³⁹ Songeons aux trois joueurs brésiliens qui, pour s'être engagés, ont été exclus pendant un temps de leur sélection ou encore aux joueurs de la RFA, Sepp Maier et Paul Breitner, qui prirent publiquement position.

⁴⁰ P. Dietschy, Y. Gastaut, S. Mourlane, *Histoire politique des coupes du monde...*, *op. cit.*, p. 161-162.

⁴¹ Archives BDIC, fonds COBA, Document interne - Bilan de la campagne, F ? 1831 -3 (1).

⁴² J. Defrance, « La politique de l'apolitisme », *art. cit.*, p. 26 et suiv.

⁴³ Archives BDIC, COBA, F ? 1831 -3 (1), Document interne - Bilan de la campagne.

tend alors à supplanter le premier.

Recloisonnement dans un second temps, dans la mesure où la proximité de l'événement rend de plus en plus difficile et inaudible une action de protestation. Comme le note après coup le COBA, « *dès le 1er juin, la folie du ballon a pratiquement tout submergé* », interdisant toute voix dissonante (*Libération*, 5 juillet 1978). Le cloisonnement entre politique et football, à l'origine stratégie argumentative, en vient à s'imposer comme un effet de contexte, l'impossibilité d'agir découlant progressivement du choix de n'agir que plus tard. La contrainte d'apolitisme, un temps desserrée, s'impose à nouveau quand l'événement approche.

Les frontières entre football et politique, loin d'être fixées une fois pour toutes, ne cessent donc de faire l'objet de débats théoriques et pratiques du côté de ceux qui refusent le boycott. Or, paradoxalement, c'est le même constat qu'on doit émettre quand on se tourne du côté des partisans du boycott.

La pluralité des usages politiques du boycott

Si un travail de mise en forme permet une convergence tactique des intérêts à l'action collective en faveur du boycott, matérialisée dans le texte qui lance un appel à la mobilisation, ce sont en réalité des visions différenciées des relations entre football et politique que portent les différents partisans de ce mot d'ordre.

À la fois critique radicale et mouvement ouvert, la campagne des COBA a pu s'enraciner dans des sensibilités militantes diverses, chaque groupe, chaque militant ou simple citoyen y projetant le temps d'une mobilisation ses propres conceptions du rapport football-politique : entre les tenants d'un boycott au nom de la dissociation des ordres politique et sportif, ceux qui usent de l'opportunité de l'événement pour faire de la politique et ceux qui considèrent que le sport est par essence politique. Cette pluralité des fondements de l'engagement contribue au dynamisme de cette action collective, tout en ayant pour corollaire son évanescence.

L'usage paradoxal du boycott au nom de l'argument d'autonomie du sport

Le football, mais pas à n'importe quel prix ! Cette formule résume un peu le sens de l'engagement des tenants d'un sport préservé d'intérêts extra-sportifs. Le fondement de l'argumentation est essentiellement moral et procède du principe selon lequel certaines valeurs que le football véhicule sont supérieures au football lui-même. L'opportunité du boycott fait donc paradoxalement référence au cloisonnement entre football et politique. C'est parce que certaines vertus dont le football peut être paré sont menacées par le régime argentin qu'il s'agit de défendre une séparation stricte des univers politique et sportif, et donc d'envisager le boycott

comme un mode de résolution de la contradiction. Le paradoxe apparaît dans la mesure où c'est un acte politique – le boycott – qui est in fine préconisé au nom de la référence au cloisonnement entre football et politique.

Quels sont les profils de ces « militants » d'un idéal sportif profané par son environnement ? Les inspecteurs départementaux de la Jeunesse et des Sports constituent une première figure emblématique de cette doctrine. Fréquemment anciens professeurs d'éducation physique, ils manifestent à cette occasion leur attachement à l'idée d'un sport éducatif. Cette opinion est affermie par le regard qu'ils portent sur la politique du ministre de Jean-Pierre Soisson et de ses prédécesseurs, trop centrée sur le sport de haut niveau. Cette position est clairement exprimée dans la motion votée lors du congrès syndical national réuni à Digne les 18, 19 et 20 mai 1978 :

« S'ils [les inspecteurs de la Jeunesse et des Sports] sont conscients de l'importance considérable qu'attache l'opinion publique au spectacle sportif et plus particulièrement aux rencontres internationales, ils sont également profondément convaincus que de telles manifestations sont utilisées comme outil politique, notamment par les gouvernements des États où elles se déroulent. [...] »

Le sport professionnel, généralement reconnu comme partie intégrante et aboutissement d'activités physiques et sportives éducatives, ne peut que se dénaturer et avilir le sport tout entier en acceptant d'être utilisé par un pouvoir qui bafoue les plus élémentaires droits de l'homme. Jouer au football, le mois prochain, en Argentine, près du centre d'incarcération de l'École Mécanique de la Marine, c'est non seulement admettre la possibilité de cohabitation du jeu et de la torture, mais c'est aussi mobiliser l'opinion publique mondiale au profit d'un spectacle sportif qui dissimulera l'oppression et le supplice, c'est accepter que l'activité sportive se mette au service d'un pouvoir totalitaire, c'est disculper la junte argentine de ses crimes. »

Dans cet appel, les inspecteurs venus à Digne prennent appui sur les conditions d'exercice de leur profession, et notamment sur leur constante relation avec le tissu sportif associatif et éducatif, pour, au nom de la conception qu'ils ont de l'éducation et de l'humanité, « *adjurer les footballeurs français de ne pas participer à la coupe* » et demander à leurs dirigeants « *de n'exercer sur eux aucune pression et de s'abstenir eux-mêmes* »⁴⁴.

Seconde figure significative de cet appel au boycott au nom des valeurs du sport : le journaliste sportif d'Antenne 2, Dominique Duvauchelle. Dans un point de vue paru dans *Le Monde* (3 novembre 1977) intitulé « *Irons-nous en Argentine ?* », il fait état des principes qui motivent sa plus grande réserve avant même que l'équipe

⁴⁴ Archives BDIC, COBA, F ? 1831 (2) (1), dossier : Relations CFDT et syndicats : correspondance, documents, tracts.

de France ne soit qualifiée. Il s'interroge : « *Le sport, école de justice et de fraternité, peut-il trouver asile dans un pays dont les dirigeants ont choisi la dictature ?* ». Et de conclure : « *Si nous devons consentir au silence, à l'indifférence, à la lâcheté, si cette grande fête du ballon n'était pas l'occasion de montrer notre attachement à la liberté et d'exiger celle du peuple argentin, enfin, s'il fallait s'en tenir aux seuls commentaires techniques et à l'apologie des idoles, quelle tristesse parmi nous !* ».

Chez Dominique Duvauchelle comme chez les inspecteurs de la Jeunesse et des Sports en congrès, il ne faut pas céder à l'illusion idéaliste. Il n'y a pas réellement de paradoxe ni de contradiction, mais seulement une certaine habileté dans le maniement des ressources argumentatives édifiant la particularité du cas argentin au moyen de l'universalité de références⁴⁵ telles que la justice, la fraternité, l'éducation, la liberté. Cloisonner pour mieux décloisonner : tel semble être le credo de ces partisans du boycott, conscients, eux aussi, de la réversibilité des usages politiques de l'événement sportif.

Décloisonner pour mieux mobiliser : la réversibilité de l'opportunité de l'événement footballistique

Autre mode de mise en relation du sport et de la politique repérable, celui qu'on identifie chez les initiateurs du COBA : une posture de décloisonnement total. Pour ces promoteurs, le sport n'est conçu que comme un prétexte parmi d'autres – au même titre que le congrès international de cancérologie ou les championnats du monde d'échecs organisés en Argentine à l'automne 1978 – pour dénoncer le terrorisme d'État qui sévit dans le pays. La genèse du COBA est à cet égard tout à fait explicite.

« C'est né d'un petit groupe d'environ 15 Français qui avaient vécu en Argentine et qui créèrent, à la fin de l'année 1974, un comité de solidarité avec la lutte du peuple argentin. À cette époque, notre action se limitait à la diffusion et la défense de l'information existant sur ce qui se passait en Argentine. Dénoncer par exemple la création et les crimes de la AAA⁴⁶.

Au début de l'année 1978, se sont joints à nous des gens du milieu sportif. Sociologues, journalistes sportifs plutôt critiques à l'égard de certains aspects du sport de masse en France (son utilisation politique, idéologique, etc.). Avec eux,

⁴⁵ L. Boltanski, en collaboration avec Y. Darré et M.-A. Schiltz, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1984, p. 3-40 ; L. Boltanski et L. Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991 ; et plus récemment, L. Boltanski, E. Claverie, N. Offenstadt, S. Van Damme (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007.

⁴⁶ Alliance Anticomuniste Argentine, ou triple A, mise sur pied à la fin de l'année 1973 par José López Rega, ministre du Bien-être social de Juan Domingo Perón.

*nous avons décidé de former le COBA. Nous avons contacté la presse et les partis politiques, sans grand succès au début.*⁴⁷»

Conscients que le régime de Videla entend utiliser l'événement à des fins politiques, c'est sur ce même terrain de la politisation du football que se placent les partisans du boycott qui s'appuient donc sur la réversibilité de la stratégie de Videla. À la différence du courant de critique de l'idéologie sportive, autre constituante majeure du COBA parisien, les « *Argentins* »⁴⁸ du COBA dénoncent la politisation de l'événement indépendamment de toute conception des représentations des rapports entre football et politique. La carte du décloisonnement entre sport et politique est *de facto* jouée délibérément et complètement. De manière très prosaïque, il est possible de définir ces « *Argentins* » comme des militants anti-impérialistes sur le terrain du football. L'action collective que représente le boycott de la coupe du monde de football est pour eux un moyen d'informer sur la situation en Argentine, mais aussi de stigmatiser les stratégies du régime au moyen d'argumentaires le plus souvent très solidement étayés par des informations économiques, sociales et politiques robustes. Deux propriétés sociologiques les caractérisent fréquemment : un capital scolaire élevé et un savoir-faire militant⁴⁹ éprouvé dans d'autres mobilisations anti-impérialistes⁵⁰. Ces capitaux sont autant de dispositions reconvertis dans l'élaboration des argumentaires en faveur du boycott. Très prosaïquement, il s'agit d'un ensemble d'acteurs que rassemble une proximité certaine avec l'extrême gauche, un même détachement relatif à l'égard de la réalité politique française – « *On avait l'impression que l'Occident allait s'effondrer et que la vérité venait de l'extérieur. Alors, on s'intéressait très peu à la politique française. La vérité était la révolution à l'extérieur* » (A. Dantou) – et une forme de hasard qui les réunit en Argentine dans un premier temps, puis à Paris dans un second temps.

⁴⁷ Archives BDIC, COBA, F ? 1831 (2) (3) (a), dossier : Coupures de presse argentine. Interview de François Gèze, *Humor*, n° 125, avril 1984, p. 62-68. Sauf mention contraire, nous sommes responsables de toutes les traductions de l'espagnol et de leurs insuffisances.

⁴⁸ Nous les avons identifiés de la sorte du fait de la force de leurs liens tangibles avec le pays et son peuple : compagnes argentines, séjours prolongés en qualité de coopérants, liens durables avec les opposants au gouvernement. Notons en retour que les exilés argentins n'ont participé que marginalement à cette mobilisation. Cf. M. Franco, « Les Argentins et la France des années 1970. Droits de l'homme et solidarité », *Hommes & migrations*, n° 1270, 2007, p. 20-31.

⁴⁹ F. Matonti et F. Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 2004, p. 5-11.

⁵⁰ Le COBA était hébergé rue de Nanteuil au siège du CEDETIM (centre d'études anti-impérialistes). Sur le CEDETIM, A. Zerouali, « Le CEDETIM, de la 'coopération rouge' à l'altermondialisme », in P. Artières et M. Zancarani-Fournel (dir.), 68. *Une histoire collective (1962-1981)*, op. cit., p. 559-565.

Là, ils décident de créer le CSLPA, « *pour se souvenir de ce qui se passait là-bas parce que c'était déjà très chaud* » (F. Gèze). Ce comité réduit se voue essentiellement à la diffusion de l'information existant sur ce qui se passe en Argentine. Avec un relatif insuccès pendant un temps, dans la mesure où la situation est beaucoup moins transparente qu'au Chili : répression cachée, clivages idéologiques brouillés. À l'époque, ils « *prêchent dans le désert* » (P. Lorino).

La politisation de l'événement est ici surtout dénoncée parce qu'elle est le fait d'un régime liberticide plutôt que comme caractéristique inhérente à l'idéologie sportive hypocritement retranchée derrière le paravent de l'apolitisme ; ce qui n'exclut pas une convergence objective d'intérêts avec les tenants de cette dernière vision des relations football-politique.

L'impossible cloisonnement : la critique de l'idéologie sportive apolitique

À l'inverse, les partisans de la démythification des relations entre politique et football développent à l'occasion de la campagne de boycott de la coupe du monde un argumentaire éprouvé pour d'autres manifestations sportives internationales : le sport est l'opium des nations. Ils l'actualisent pour le Mondial argentin de 1978 en dénonçant notamment la politisation tapie derrière l'argument d'apolitisme qu'exploitent certains tenants de la participation à l'événement.

Une des premières expressions marquantes de cet argumentaire critique se situe en 1968, dans un numéro intitulé « Sport, culture et répression » de la revue *Partisans*, qui illustre, exemples historiques à l'appui, les manipulations politiques dont sont l'objet les grandes rencontres sportives. Les Jeux Olympiques de Berlin en 1936 en sont bien sûr le symbole le plus fort. Cette mouvance se structure ensuite autour d'une figure de proue, Jean-Marie Brohm, d'une revue, *Quel corps ?*⁵¹, et de professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) militants de la tendance « École émancipée » de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui appellent notamment au boycott des Jeux Olympiques de 1972⁵².

C'est ce groupe, associé à d'autres enseignants d'EPS du SGEN-CFDT, que l'on retrouve dans les rangs des partisans de la campagne pour le boycott du Mondial argentin. Si le régime argentin est conjoncturellement visé par leurs argumentaires, plus fondamentalement, la nouvelle religion du sport est la cible de leurs critiques.

« *Cette campagne doit aussi se développer contre le sport de compétition, comme spectacle de massification totalitaire, qui empêche systématiquement toutes les manifestations révolutionnaires des masses exploitées [...]. Si Quel corps ?, dès le*

⁵¹ J.-P. Escriva et H. Vaugrand (dir.), *L'opium sportif, la critique radicale du sport de l'extrême gauche à Quel corps ?*, Paris, L'Harmattan, 1996.

⁵² Voir le bulletin spécial de *L'école émancipée*, octobre-novembre 1972.

départ, s'est joint à la campagne de boycott, c'est par souci militant de dénoncer la mascarade du football comme fait social dominant des millions de travailleurs ; et ainsi de renouer avec l'internationalisme prolétarien, si dangereusement relégué aux oubliettes de l'histoire [...]. Nous ne sommes pas de ceux qui disent : oui au football, non à la torture, car ce mot d'ordre est faux. Il blanchit le football en en faisant une chose isolée, une planète vierge, un monde à part.⁵³ »

Le propos est explicitement politique, il s'inscrit ouvertement dans le projet critique de dispenser une sociologie politique du sport⁵⁴. L'argumentaire s'appuie conjointement sur des références théoriques marxistes et un engagement politique trotskyste. Pour les contributeurs de *Quel corps ?*, le sport réduit le champ de la conscience sociale quant aux situations d'exploitation et d'oppression. D'un côté, il contribue à façonner un corps purement machinique, adapté à l'accroissement du rendement du travailleur. De l'autre, il est l'opium du peuple : le spectacle sportif abrutit les masses, au même titre que la religion anesthésie les consciences. Enfin, la pratique sportive engagerait les individus dans une économie psychique répressive de sorte que le fonctionnement intime de l'individu vienne redoubler les mécanismes externes de répression des pulsions.

Il existe donc une pensée critique déjà constituée, rompue aux campagnes de boycott et autres appels anti-olympiques au nom de la lutte contre toutes les formes d'aliénation de la société capitaliste. Comme pour les « Argentins » du COBA, on retrouve ce parti pris théorique et militant de décloisonnement des univers du football et de la politique. Il s'inscrit toutefois davantage dans une logique de dévoilement de la dimension manipulatrice du discours sur le cloisonnement entre football et politique que dans un combat anti-impérialiste en Amérique du Sud. Ce sont donc plutôt des militants de la critique du sport en territoire argentin.

Militants qui, par un travail de propagande commencé bien avant le Mondial de 1978 – le n° 1 de *L'Épique* date de 1976 et n'est pas centré sur ce Mondial – parviennent à gagner à leur cause un bon nombre des enseignants d'éducation physique proches du courant « École émancipée » ou du SGEN-CFDT, ceux qui s'opposent à la sportivisation de l'éducation physique scolaire et affichent leur distance avec le PCF, très influent chez leurs collègues du Syndicat national de l'éducation physique (SNEP)⁵⁵. Ce sont ces professeurs d'EPS qui servent alors de relais pour collecter « *le gros des signatures (lycéens et enseignants) pour amorcer*

⁵³ « À bas le Mondial, vive l'internationalisme prolétarien », *Quel corps ?*, 1er mai 1978, p. 3.

⁵⁴ Il s'agit d'ailleurs précisément du titre de la thèse d'État de J.-M. Brohm : J.-M. Brohm, *Sociologie politique du sport*, Université de Paris VII, 1977.

⁵⁵ Cf. M. Attali et B. Caritey (dir.), *Le SNEP, une histoire en débat*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2005.

la pompe »⁵⁶ des pétitionnaires.

Ce n'est qu'un début, continuons le COBA ! ?

Le mot d'ordre de boycott ne prend du reste pas fin avec le Mondial 78. Avant son achèvement, Moscou est déjà dans la ligne de mire. L'idée est d'organiser des « *Jeux de la répression et des dissidences* » dans le Larzac en même temps que les JO de Moscou. De même, on projette de mettre sur pied « *un regroupement unitaire permanent, une sorte de centre de réflexion et d'initiative, sur toutes les grandes rencontres sportives internationales, publiant un matériel régulier d'information et de propagande (L'Épique par exemple) à propos des événements sportifs marquants* »⁵⁷. Pour autant le COBOM (Collectif pour le boycott de Jeux Olympiques de Moscou) ne sera pas une réplique du COBA⁵⁸.

Le COBA peut se concevoir comme une expérience d'hybridation, une rencontre de sensibilités militantes différentes sur le terrain du football regroupant, outre les « *Argentins* » du CSLPA, l'École Emancipée, *Quel corps ?*, des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, du SGEN-CFDT, de l'Organisation communiste des travailleurs, du Parti socialiste unifié, des journaux comme *Rouge*, *Le Quotidien du Peuple*, *Libération*, et ceux que *Quel corps ?* nomme « des inorganisés ». L'alchimie ne tient toutefois que le temps d'une mobilisation contre un « *Munich sportif* ». Les éléments de bilan de cette action collective dressés par les auteurs eux-mêmes ne cachent d'ailleurs pas leur scepticisme sur la pérennité de cette convergence historique de préoccupations militantes. Comme l'écrit Daniel Denis, en plein Mondial, « *il y a fort à craindre même que le CSLPA se retrouve très vite à son stade de départ, soit un petit noyau militant [...] et que la critique du sport [soit] à nouveau isolée d'une dynamique de masse* »⁵⁹. Du reste, ce document sur le bilan et les perspectives du COBA comporte deux parties bien distinctes : la campagne de solidarité avec le peuple argentin, d'une part ; la critique de l'institution sportive, d'autre part. Pour l'essentiel, les « *Argentins* » quittent le terrain sportif tandis les militants de la critique du sport abandonnent le territoire argentin. La mobilisation politique en faveur du boycott s'est enracinée sur un interstice, à l'instar d'un de ses mots d'ordre : « *Pas de football entre les camps de concentration* ».

⁵⁶ « Dossier Argentine », *Quel corps ?*, mars 1978, p. 45.

⁵⁷ Archives BDIC, COBA, F ? 1831 -3 (1). D. Denis, Document interne, « *Après le Mondial, quelles perspectives ?* ».

⁵⁸ L. Acharian, *Jeux Olympiques de Moscou (1980) et relations internationales dans la presse française*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris I, 1996.

⁵⁹ Archives BDIC, COBA, F ? 1831 -3 (1).

Des usages de l'événement aux usages du cloisonnement

L'espace des argumentations disponibles face à la perspective de boycott d'un événement sportif pourrait sembler relever de l'évidence : on aurait d'un côté ceux qui se refusent au boycott au nom d'un cloisonnement entre les ordres politique et sportif et de l'autre ceux qui le soutiennent au nom du lien possible, voire inextricable, entre ces deux ordres.

L'intérêt du Mondial argentin est toutefois précisément de mettre en crise ces lignes de partage a priori évidentes. Dans cette occurrence, du fait de l'ambivalence des usages de l'événement par les militaires argentins qui, tout en dénonçant les boycotteurs et leur politisation, assument en retour pleinement une forme propre de politisation, les prises de position quant au boycott ne recourent pas cette opposition entre une conception par principe apolitisée et une conception politisable du football. À l'inverse, on se trouve en présence d'un espace des argumentations chiasmatisé dans lequel on repère dans chaque camp des partisans du cloisonnement et du décloisonnement entre les univers politique et sportif. Un espace dans lequel la position qu'occupe chacun des protagonistes doit être rapportée non seulement à la concurrence entre les camps, mais aussi à des formes de concurrence au sein de chaque camp, à une configuration spécifique et au processus de développement de la polémique⁶⁰ (cf. Schéma n° 1).

En ce sens, la frontière entre espace politique et espace sportif ne relève ni d'une question de fait ni d'une question de représentations fixées *a priori*. Elle est une construction sociale qui dépend de la manière dont elle est investie par ceux qui ont des intérêts à l'investir selon des logiques propres dans une configuration donnée. Il ne s'agit donc pas pour le chercheur de se demander si ou quand sport et politique constituent des ordres séparés, mais plutôt qui, comment et dans quelle configuration, contribue à leur constitution comme ordres séparés ou autonomes⁶¹. Le cas des mots d'ordre en faveur d'un boycott des JO de Pékin en a offert une nouvelle illustration.

⁶⁰ Idéalement, il aurait donc fallu mener une analyse spécifique de chacun des espaces dans lesquels s'opèrent des prises de position pour comprendre leurs logiques propres ; tâche qui excède le cadre de cet article compte tenu de la multiplicité des univers impliqués.

⁶¹ Pour une réflexion parente concernant les rapports entre religion et politique, cf J. Lagroye, B. François et F. Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2002, p. 59 et suiv.

Schema n°1

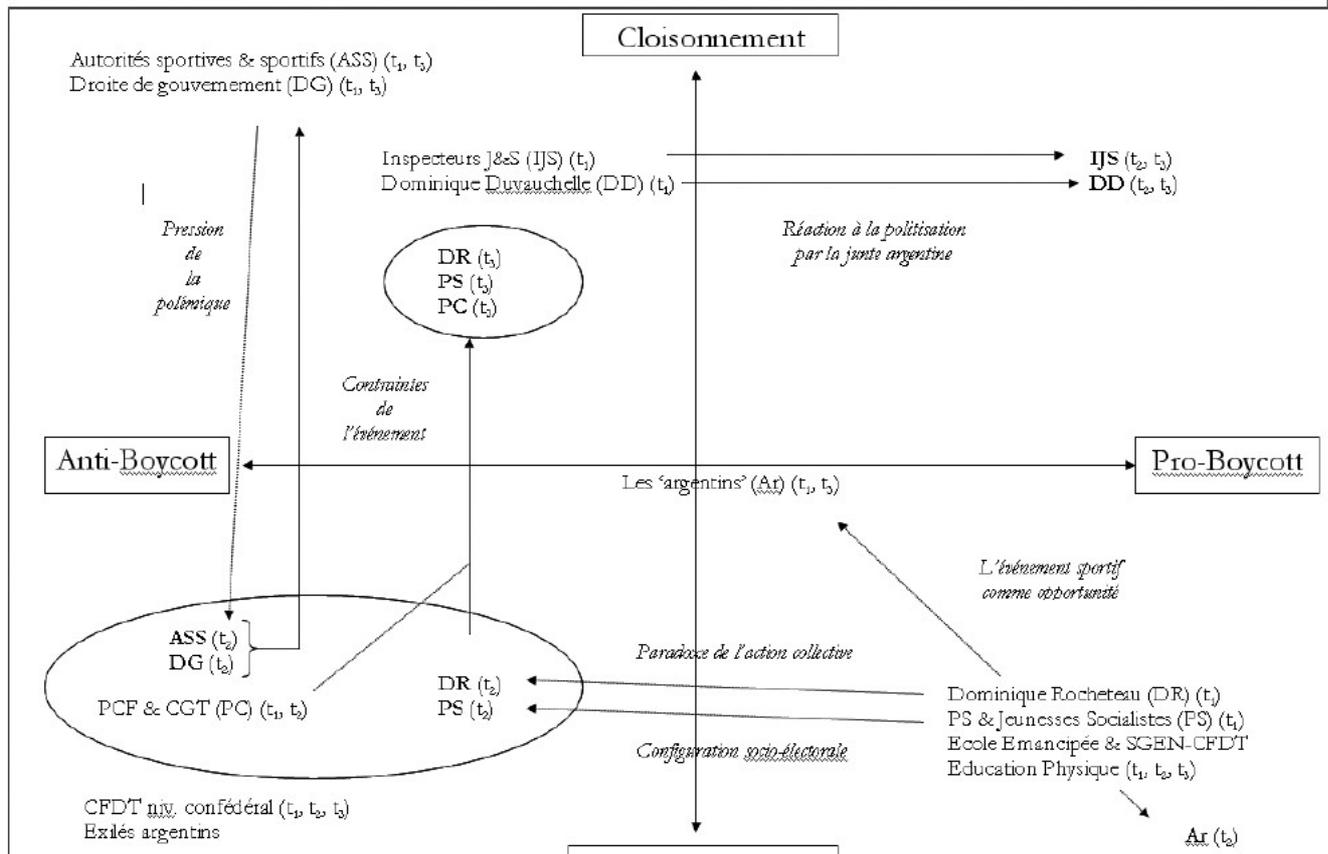


Schéma n° 1 Espace des prises de positions en matière de boycott et de rapports sport/politique

Annexe : tracts des organisations d'exilés argentins

ARGENTINE. LE MONDIAL COMMENCE LA RESISTANCE CONTINUE

JUIN 78 : Le Mondial commence. La répression militaire continue à s'exercer sur le peuple argentin. Notre Patrie subit aujourd'hui une double violence :

- celle des militaires qui tuent et qui séquestrent
- celle du plan économique qui réduit les travailleurs à la misère.

Notre peuple agit face à cette violence, de la même façon qu'il l'a fait chaque fois que ses libertés et ses droits ont été violés : en résistant.

Le génocide économique, le terrorisme d'état et la répression populaire constituent ainsi la réalité vécue quotidiennement par 25 millions d'Argentins.

C'est une réalité de lutte populaire contre le projet génocide de l'impérialisme et l'oligarchie terrifiante. Cette résistance vise à reconquérir le paix, l'égalité, la souveraineté et la démocratie bref, le droit du peuple à être maître de son propre destin. Aujourd'hui, le gouvernement sanglant présidé par le général Videla essaie en vain d'arrêter cette lutte.

L'insouciance du championnat du Mondial qui se déroulera en Argentine a été le catalyseur d'une vague de conscience de tous ceux qui sont sensibles aux violations des droits de l'homme. Tous les regards se braquent sur l'Argentine. Les peuples du monde et tout particulièrement le peuple français, ont exprimé une condamnation sans réserves de la dictature et une totale solidarité avec le peuple argentin.

De ce point de vue, le projet de la Junta militaire de modifier le Mondial pour améliorer son image de marque (bref, pour faire de la propagande politique) est déjà un échec. La solidarité internationale a réussi à faire connaître la véritable réalité de l'Argentine.

Mais cette solidarité active ne doit pas se terminer en juin 78. Notre cause -celle des exploités- a encore un long chemin à parcourir. Les atrocités de la dictature militaire, mais non inévitable corollaire la résistance populaire, ne commencent ni ne finissent avec la Coupe du Monde. Tous les efforts qui ont convergé à l'occasion du Mondial doivent se poursuivre. Le peuple argentin, lui, dans son héroïque résistance, ne désarmera jamais.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DOIT SE POURSUIVRE

C.A.I.S. (Centre Argentin d'Information et Solidarité)
1, rue Montmartre

F1861013

Argentine

AVEC LE PEUPLE, CONTRE LA DICTATURE

BDIC

La lutte pour la démocratie est aujourd'hui la réalité de notre patrie. Le rétablissement des libertés démocratiques est le désir de la grande majorité de notre peuple.

Il y a deux ans et demi, depuis le coup d'état militaire, le peuple argentin se trouve sous le régime le plus sanglant de son histoire. Les prisons ont vu croître le nombre des détenus, les camps de concentration sont devenus monnaie courante, les syndicats ont été supprimés, toute activité politique a été strictement interdite. Des familles ont été détruites, assassinées, mutilées. L'éducation scolaire et universitaire a souffert d'énormes reculs. Le peuple argentin a vu comment les militaires détenteurs du pouvoir et gardiens de l'impérialisme salissaient son drapeau.

L'Argentine n'est pas un cas isolé en Amérique Latine. Elle est un procès dont font partie le Chili, l'Uruguay, le Brésil pour en citer quelques uns. C'est la politique de l'impérialisme qui soumet nos peuples dans la misère et la répression.

Mais l'Argentine est aussi un peuple qui lutte pour avoir ses droits et sa liberté. C'est un peuple qui résiste le projet fasciste que les militaires essaient de développer dans notre patrie.

Notre journal informe de l'extérieur sur les luttes du peuple argentin, d'un point de vue latinoaméricain et révolutionnaire. Ici, en France nous nous ajoutons à l'activité que depuis trois ans ont entrepris nos compatriotes en U.S.A. Espagne, Amérique Latine et Canada et nous annonçons la prochaine parution de DENUNCIÀ en français.

COLLABOREZ AVEC DENUNCIÀ
AVEC LE PEUPLE ARGENTIN CONTRE LA DICTATURE !!

Argentine 1978 : les affiches du COBA

contre la dictature en Argentine

BOYCOTT

DE LA COUPE DU MONDE 78



**PAS DE FOOTBALL ENTRE
LES CAMPS DE CONCENTRATION**

Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football

11 Rue de Valenciennes 75011 PARIS

coiba, 30 rue des CALANQUES / BEAUBIENNE

CONTRE LA DICTATURE EN ARGENTINE
BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE 78



"CELUI QUI NE SAIT PAS EST UN IMBECILE MAIS CELUI QUI SAIT ET QUI NE DIT RIEN EST UN CRIMINEL" BERTOLD BRECHT

**5 HEURES POUR LE
BOYCOTT DU MUNDIAL**

CONTRE LA DICTATURE EN ARGENTINE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ARGENTIN

2 MAI 78 DE 19 A 24 H. A LA **MUTUALITE**

FARHUS/DEBATS - "La Situation en Argentine" - Football et politique - ORGANISME ARGENTINS ET LATINO-AMERICAINS FILMS AUDIOVISUELS

PAS DE FOOTBALL ENTRE LES CAMPS DE CONCENTRATION !



Les camps de concentration en Argentine.

ARGENTINE - FASCISME.

- 8 000 personnes assassinées en 2 ans. 18 000 disparues.
- 15 000 personnes torturées en camps de concentration.
- 100 000 exilés politiques et 80 000 juifs argentins (sur 100 000) chassés par l'embargo.

« LA REALISATION DU MONDIAL EST UNE DECISION POLITIQUE »

Cardel Meilo, Président du « Mundial »

* Jeux Olympiques 1936 à Berlin - le sport au service de la propagande nazie.

* Mondial 19 - « Le Mondial est un acte politique qui contribue à renforcer le prestige de l'Argentine à l'étranger » Card. Meilo.

Le sport n'est jamais neutre.
Il est politique.

Le « Mundial 78 » servira-t-il de prétexte à la barbarie fasciste de la Junta Militaire en Argentine ?



Equipe de foot « Mundial 78 » et leurs familles. Le 27 Juin 1978

BOYCOTT DU « MONDIAL » !

MANIFESTATION

MERCREDI 24, PL. Jeanne d'ARC, 19h (précis.)

COMITE BRASILE COBA
C/O S.A. SUD
Rue de la République 17
Toulouse 31

C.O.B.A.

Membres : Eric Fournier, Robert Fournier, Roger Fournier, Michel Fournier,
Paul Fournier, André Fournier, Louis Fournier, Jean-Pierre Fournier.

Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football

FAUT-IL ABOLIR LE FOOTBALL ?



Boycottons la Coupe du Monde de football en Argentine!

Mais non! Il faut jouer du football chez les tortionnaires!

Sans opinion

Pourquoi 65% des français sont-ils prêts à soutenir la Coupe de Videla?

Si on boycotte le football en Argentine, il faudra boycotter également les Jeux Olympiques de Moscou!

L'Echec à Johannesburg!

Le Ping Pong à Pnom Penh!

Le Karaté à Téhéran!

Les Droits de l'Homme c'est la fin du sport!

20% des Français

15%

65% des Français

Videla, c'est Hitler!

Mais les Montoneros, les guerrillas péronistes, sont POUR la Coupe du Monde en Argentine!

Tu veux utiliser le sport à des fins propagandistes?

Tu abuses du Sport pour faire de la politique!

Alors, si le sport est de la politique, politisons le football totalement, pour résoudre les conflits politiques en jouant du football.

Les riches contre les pauvres.

Les Chrétiens-démocrates contre les Radicaux Modérés!

Le Sport remplacera la Guerre...

Justement: Peron C'était Mussolini!

En effet, dans une guerre il y a plein de victimes qu'on ne voit jamais, tandis que chez le football chaque blessure est observée par une foule hurlante et bavarde. Rendement optimal.

Chaque pays, chaque parti, chaque groupe peut participer à condition qu'il compte onze membres au minimum.

Allez les nouveaux philosophes!

Et que les meilleurs gagnent!

BUT EXTREME GAUCHE

BUT GAUCHE

BUT CENTRE GAUCHE

BUT CENTRE

BUT DROITE

BUT EXTREME DROITE

En effet, dans une guerre il y a plein de victimes qu'on ne voit jamais, tandis que chez le football chaque blessure est observée par une foule hurlante et bavarde. Rendement optimal.

Il faut dire que l'équipe des torturés est plutôt mal parti d'avance.

Mais où est le public??

On joue devant les 12000 personnes disparues en Argentine dans 2 ans.

LE COMITE POUR LE BOYCOTT DE L'ORGANISATION PAR L'ARGENTINE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL qui, logiquement devrait s'appeler "L.C.P.L.B.D.L.O.P.L.A.D.L.C.D.M.D.F." s'appelle: "COBA"

Mais l'adresse est: 14 rue de Nanteuil 75013 Paris.

Signature and date: 1978



ARGENTINE

la coupe des morts



contre la dictature en Argentine

Pour:

- l'arrêt des tortures .
- la libération des prisonniers politiques et des disparus:
- le rétablissement des droits démocratiques

MANIFESTATION *vendredi 9 Juin*
Place Arago 18 h 30

Solidarité avec le peuple argentin

Plus d'armes Françaises contre le peuple Argentin !



Manifestation et Soirée soutenue par :

LIGNE DES DROITS DE L'HOMME, M.O.C., C.F.O.T., F.C., M.O.A., F.O.C.,
 COLE FRANÇAISE, MOUVEMENT SCOLAIRE CATALAN, S.C.C.T., M.A.S., L.O.C., S.C.T.

Initié par le Secrétaire de l'Organisation pour l'Argentine de la Coupe de Morts de Prignan

10 rue de la République - 33100 BORDEAUX

Affiche Comité COBA de Prignan

LE GRAND GUIGNOL OLYMPIQUE

3.F.

LE STABILISSEMENT DES OLYMPIENS

NOVEMBRE-NOVEMBRE 1980

Le grand guignol olympique est un jeu de rôle qui se joue sur un plateau de jeu. Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.

le grand guignol olympique

Le grand guignol olympique est un jeu de rôle qui se joue sur un plateau de jeu. Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.

Moscou : Jeux Asilaires ...

Le 5 octobre 1980, à Moscou, les Jeux Asilaires ont commencé. Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.



... Lake Pacid : Jeux Pénitentiaires

appel au boycott



Le 10 octobre 1980, à Lake Pacid, les Jeux Pénitentiaires ont commencé. Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.

Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.

Les premiers signataires

Le 10 octobre 1980, à Lake Pacid, les Jeux Pénitentiaires ont commencé. Les joueurs jouent des personnages de l'équipe olympique. Le jeu est divisé en deux parties : la première partie est le jeu de rôle et la seconde partie est le jeu de stratégie.

Une campagne internationale

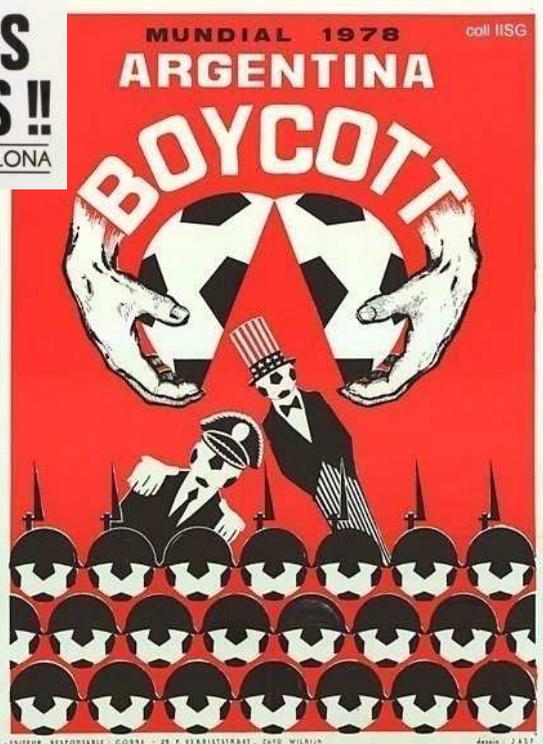
Des appels au boycott furent appelés dans de nombreux pays. Quelques exemples :

Espagne



Belgique

Affiche du COBRA (Comité Belge contre la Répression en Argentine), qui vise spécifiquement l'anti-impérialisme américain



Le bilan du COBA par lui même

Compte-rendu de la coordination national des COBA du 23.9



Etaient présents : COBA-Agen, COBA-Caen, COBA-Etampes, (ex?) COBA-Le Mans, COBA-Massy, COBA-Lille, COBA-Rouen, ASFA-Granoble, Lycées parisiens, COBA Nanteuil, COBA-Rennes.

"Excusés" : Toulouse (COBA dissous!), Nantes, Perpignan, Bourges, Pau, Eprenay (qui sont venus le 24).

Voici rapidement une synthèse des différents points abordés :

1 - La situation en Argentine après le "Mundial" et les repercussions de la campagne de boycott.

Deux points essentiels :

- la repression ne s'est pas ralentie durant le "Mundial" et elle continue depuis, aussi féroce qu'auparavant.
- la campagne de boycott a eu en Argentine un écho considérable, obligeant la junta à lancer une contre-offensive d'envergure au niveau national et international. D'après divers témoignages, la violence même de cette contre-offensive a assuré de très nombreux argentins à prendre conscience de l'ampleur de la repression, qui reste sur place largement sous-estimée du fait de la censure et de la propagande.

(cf. pour plus de détails dans ce bulletin).

2 - Les Français et franco-argentins libérés.

Deux camarades franco-argentins libérés début septembre (un avait déjà été libéré en août, quatre autres en septembre) sont venus nous informer de la situation dans les prisons, et de l'importance qu'a eu pour eux la campagne de boycott du Mundial.

(cf. pour plus de détails dans ce bulletin).

3 - Bilan de la campagne financière.

Environ 90.000 F. ont été remis pendant la campagne, destinés aux familles des prisonniers politiques et disparus en Argentine. Il avait été décidé à la précédente coordination nationale de geler ces fonds pendant deux mois au maximum, pour attendre que les problèmes internes d'élargissement de la CADHU (Commission Argentine des Droits de l'Homme, à laquelle il était initialement prévu de remettre les fonds) soient résolus. Malheureusement, ce n'était pas le cas à la date du 23 septembre (du fait notamment des dissensions au sein de la gauche argentine), bien qu'une solution soit attendue pour le début du mois d'octobre.

Il a donc été décidé de débloquer le fond, et de mandater cinq camarades du COBA-Nanteuil pour s'occuper de l'acheminement des fonds dans les meilleurs délais et les meilleures conditions.

LE BOYCOTT DU MUNDIAL 1978 DANS LA PRESSE ANARCHO- SYNDICALISTE FRANÇAISE

En 1978, la CNT-AIT, section en France de l'Association Internationale des Travailleurs, est groupusculaire. Créée en 1946 à partir d'une scission de la CGT par la rencontre de vétérans anarchosindicalistes français d'avant-guerre, de jeune amenés à l'anarchisme après un passage par la Résistance et de militants espagnols exilés suite à l'échec de la Révolution espagnole, elle a quasiment disparue de la scène politique française pendant les années 50 et 60, son discours et sa pratique sans compromis étant en total déphasage avec les aspirations de la masse des travailleurs à bénéficier des bienfaits de l'abondance promise par les « trente glorieuses ». Toutefois, après 68 qui remet en cause le modèle de société de consommation et avec les débuts de « la crise économique », elle connaît un petit renouveau, qui est encore accentué par la renaissance de la CNT-AIT en Espagne même après la mort de Franco en 1975⁶².

La presse anarchosindicaliste française en 1978

La CNT-AIT dispose en 1978 de deux journaux hebdomadaires, *ESPOIR CNT-AIT*, édité à Toulouse, et le *Combat Syndicaliste*, édité à Paris. Ces journaux sont officiellement ceux de la CNT-AIT française, mais ils servent surtout de paravent à la CNT-AIT espagnole en exil dont les journaux ont été interdits par le régime gaulliste dans les années 1960, suite aux pressions du régime fasciste franquiste espagnol⁶³. Ainsi les pages de couvertures de ces journaux étaient rédigées en français, et les pages intérieures en espagnol.

Après 1968, et encore plus porté par l'espoir né de la résurgence spectaculaire de la CNT-AIT en Espagne à la mort de Franco en 1975, le mouvement anarchosindicaliste français renaît de ses cendres et un frémissement se fait sentir. Les pages en français des deux journaux s'étoffaient et donnaient plus de place aux militants français de la CNT-AIT pour s'exprimer sur des thèmes qui dépassent le contexte strictement espagnol.

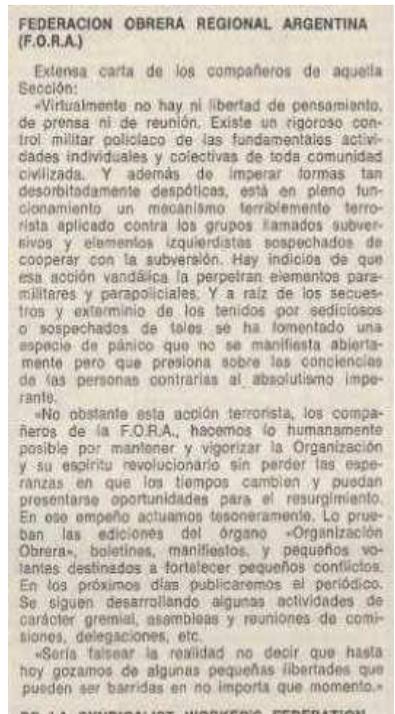
⁶² Pour en savoir plus : « *Histoire de la CNT-AIT Française, les 50 premières années (de 1946 à 1993)* », éditions CNT-AIT, téléchargeable en ligne : <http://cnt-ait.info/2021/05/25/cnt-resume>

⁶³ De Gaulle avait demandé au régime franquiste son soutien dans la lutte contre les clandestins de l'OAS, terroristes pro-algérie française réfugiés pour la plupart en Espagne. Le régime fasciste espagnol avait accepté, demandant en réciprocité le soutien de la République française dans sa lutte contre les organisations espagnoles anti-franquistes exilées en France, dont la CNT-AIT espagnole

Une attention particulière pour l'Argentine de longue date

La situation sociale et politique en Argentine était régulièrement abordée dans les colonnes de la presse anarchosindicaliste française. Historiquement l'Argentine fut l'autre pays - avec l'Espagne - où l'anarchisme exista comme mouvement de masse : pendant le premier quart du XXème siècle, la FORA (Fédération Ouvrière Régionale Argentine) regroupa des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs et exerça une réelle influence sur la politique et la société Argentine, influence idéologique qui irradia sur toute l'Amérique latine. Régulièrement des articles dans *Espoir* rappellent la grandeur passée de la FORA. Même si en 1978 elle a quasiment disparue d'Argentine, réduite à un noyau de vétérans âgés témoins de la grandeur passée de l'organisation ouvrière anarchiste, elle continue néanmoins de subir une répression policière féroce, qui s'est accrue après le coup d'état de 1976. *Espoir* en espagnol se fait l'écho des appels à la solidarité de ces compagnons dans son numéro de début février 1978⁶⁴, article repris par le Combat Syndicaliste en français en avril 1978.

Au-delà de la nostalgie, *Espoir* se fait aussi l'écho des luttes en cours en Argentine. Ainsi dans son numéro 797, de janvier 1978, *Espoir* consacre un article aux disparus d'Argentine et aux manifestations des Mères de la Place de mai ; dans le numéro 801 un article est consacré à la répression politique et culturelle, etc.



⁶⁴ AIT información enero-febrero 1978, in *Espoir* n° 802, du 6 au 12 février 1978

Cette inquiétude vis-à-vis des exactions de la junte militaire argentine explique que la campagne de boycott de *Mundial* 1978, initiée par le COBA (*Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football*) ne pouvait laisser insensible les militants de la CNT-AIT française.

Toutefois, à la différence des autres tendances du milieu gauchiste français (trotskystes, maoïstes et autres marxistes), il ne semble pas à la lecture de sa presse que la CNT-AIT participa directement – en tant qu'organisation – aux actions unitaires au sein du COBA, préférant garder sa liberté de parole et de point de vue, exprimé notamment à travers sa presse militante.

Le *Mundial* 78 dans les colonnes du *Combat Syndicaliste*

Le thème du *Mundial* fut assez peu abordée dans les colonnes du *Combat Syndicaliste* : il est vrai que ce journal est moins ouvert aux militants français qu'*Espoir*, et qu'il se consacre quasi-exclusivement aux actualités espagnoles. Les informations en français y sont réduites à la portion congrue. Les compagnons n'ont d'yeux que pour ce qui se passe outre-Pyrénées avec la résurgence de l'anarchosyndicalisme et la répression qui s'abattait sur les militants de la CNT-AIT espagnole.

Enfin, peut être aussi une autre raison tient au fait que le groupe de Paris de la CNT-AIT française, d'orientation plus syndicaliste révolutionnaire qu'anarchosyndicaliste, est plus engagé dans la construction d'une organisation syndicaliste, moins ouvert aux questions qui ne concernaient pas directement le monde du travail ? D'autant plus que les sondages de la SOFRES et de l'IFOP⁶⁵ montraient que la majorité des ouvriers étaient favorables à la participation de l'équipe de France ?

Dans les pages en Espagnol du *Combat Syndicaliste* un article écrit par un correspondant anonyme de Buenos Aires est consacré à la Coupe du Monde, pour décrire la terreur que fait régner en Argentine la Junte militaire⁶⁶.

⁶⁵ « les sondages d'opinions réalisés par la SOFRES et l'IFOP indiquaient que plus de 65 % des Français étaient favorables à la participation de l'équipe de France. Cette tendance était particulièrement marquée chez les ouvriers. », Xavier Breuil, *Les mouvements de boycott de la coupe du monde 1978, Hors jeu We Are Football*, Université d'Orléans

⁶⁶ una copa del Mundo que no llegara a desbordar, *Le Combat Syndicaliste*, 1978

Une coupe (du monde) qui ne débordera pas

Argentine (province de Buenos Aires)

« Nous tuons ceux qui pratiquent la subversion, puis leurs collaborateurs, puis leurs sympathisants et, enfin, nous tuons tous ceux qui sont indifférents » (Ibérico San Juan, gouverneur « civil » de la province)

Les spécialistes de la répression en Algérie, en Indonésie, au Vietnam se sont affrontés dans une concurrence féroce pour former les seigneurs militaires d'Argentine à l'application de leurs méthodes.

Et tandis que les préparatifs de la Coupe du monde se poursuivaient, chaque gouverneur, chaque préfet de police, chaque policier, chaque informateur policier appliquait à sa manière la liberté de pression qui leur est accordée par les militaires au pouvoir. Peu importe quel soldat indigne à galons, quel commissaire imbu de fausses valeurs peut arrêter, torturer et tuer en toute impunité. La loi dégénérée le couvre. Les guérillas, l'université, la presse, les milieux ouvriers, tout le peuple argentin est la victime propriétaire du sadisme militaire.

"Vols de la mort"⁶⁷, tortures, arrestations, disparitions... vont constituer les ciments moraux des grands stades où complices inconscients du crime, les professionnels d'un sport iront donner un *quitus* sportif aux criminels qui surpassent ceux qui furent jugés à Nuremberg il y a de nombreuses années.

Les avocats qui prétendent faire leur travail sont éliminés, persécutés, torturés, assassinés ou disparaissent. Il suffit souvent d'un nom juif ou à consonance juive pour que la rigueur du crime répressif s'abatte sur vous. Ici même les fanatiques du nazisme sont en action.

Pour mener à bien cette action criminelle, les gangs du Monde ont apporté des fonds. Aujourd'hui, ce ne sont pas les banques. Le sport professionnel apporte sa garantie et son sceau.

Pour la plus grande gloire des multinationales américaines, allemandes et françaises, les salaires de misère sont la garantie du grand banquet capitaliste Et à leurs côtés, [on trouve] des grandes familles qui sont derrière le régime. Depuis mars 1976, usines, ateliers et sites de production sont la cible de l'intérêt des

⁶⁷ Les vols de la mort sont une forme d'exécution sommaire consistant à jeter la victime depuis un avion ou un hélicoptère. D'abord pratiquée par l'armée française durant les guerres d'Indochine puis d'Algérie (où cette pratique prend le nom de « Crevettes Bigeard »), cette forme de meurtre réapparaît dans divers autres conflits, notamment la guerre sale, sous la dictature militaire en Argentine (1976-1983) : lors de ces vols de la mort (espagnol : *vuelos de la muerte*), des milliers de *desaparecidos* furent alors jetés dans l'Océan Atlantique vivants et drogués, depuis des avions militaires.

militaires. Tout est aux mains de l'armée. Des éléments jugés subversifs sont assassinés par centaines. Sans aucun procès. Malgré les disparitions dont [la presse] a parlé, malgré l'exécution des grévistes du métro de Buenos Aires, malgré la disparition de cent cinquante grévistes des usines Renault de Córdoba. C'est ainsi que les capitaux étrangers reviennent. Se baigner dans le sang des victimes du génocide.

Vingt mille disparus, huit mille assassinés, dix mille prisonniers, qui ne pourront assister à cette Coupe qu'aucune goutte d'eau ne fera déborder, malgré le déluge de personnes [qui se rendront en Argentine] aveuglées par la bêtise et la brutalité aberrante derrière les directeurs de la répression et qui, donneront par leur présence, une seconde *satisfecit* aux criminels de l'armée argentine.

Que le premier *satisfecit* ait été donné par les grandes firmes, les grands capitaux, la richesse dorée du monde, cela ne nous surprend pas ; pour le second, on comprend moins. Malgré le rabâchage lourdingue de la campagne publicitaire en cours.

Le *Mundial* est encore abordé via la publication d'un appel d'Umberto Marzocchi, le secrétaire de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA), qui exhorte – mais un peu tardivement car son appel est daté des premiers jours de la compétition – les sections et groupes de l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes) à participer aux actions de boycott⁶⁸.

« LA CRIFA ET LE « MONDIAL »

En ce moment ont lieu en Argentine les championnats du monde de football organisés par la junte Militaire qui cherche, par un tel moyen, à obtenir une reconnaissance internationale de la dictature du général Jorge Rafael Videla et de son régime tyrannique imposé comme modèle aux gouvernements réactionnaires aujourd'hui au pouvoir en Amérique du Sud.

Cette initiative a éveillé à l'intérieur du pays une polémique assez vive car – malgré l'affirmation du général Antonio Luis Merio, président de l'Institut autarcique qui la patronne, « *les championnats du monde de football sont un choix politique et prioritaire de toute la nation* » - l'on se plaint de l'excessive dépense, 850 milliards de liras, pour bâtir 3 nouveaux stades à Mendoza, Cordoba et Mar de Plata que l'opinion publique « défini » comme des monuments aux chômeurs et qui grèveront l'économie argentine en plein inflation, malgré l'aide publicitaire assurée par la « Coca-Cola » (avec 25 millions de dollars), la « Philips », le « Café du Brésil » (déjà étiqueté « *El Café del Mundial* ») et d'autres multinationales.

Les réactions internationales ne se sont pas faite attendre. En Allemagne, en France, en Suède et aux Pays-Bas, des Comités pour le boycottage des

⁶⁸ La CRIFA et le « Mondial, *Le Combat Syndicaliste CNT-AIT*, numéro 987 1er juin 1978

championnats ont pris naissance et même « Amnesty International » s'est engagée pour sensibiliser l'opinion publique mondiale et l'orienter à rompre le silence qui entoure le régime dictatorial argentin et faire œuvre de contre-information.

La CRIFA fait appel aux fédérations, groupes et militants adhérents à l'IFA (Internationale des fédérations anarchistes) pour qu'ils s'intéressent de près à la situation politique et répressive en cours en Argentine et fassent usage de cette circonstance pour la retourner contre le régime, en organisant une campagne – s'unissant aux autres, là où cela est possible – sur ces données que nos camarades nous ont directement fournies.

Dans cette période plus de 10.000 personnes ont été séquestrées, torturées, assassinées ; 15.000 personnes ont disparues. Le nombre des prisonniers politiques dépasse les 20.000. Aux cours de deux années de dictatures militaires, la production industrielle a diminué de 50 pour cent, le déficit de l'Etat est évalué à environ 23 milliards de dollars, les chômeurs sont un million et demi.

Cette circulaire a été envoyée, outre qu'aux adhérents à l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes), à toutes les publications anarchistes que la CRIFA reçoit, pour être traduite dans la langue du pays, dans le plus bref délai, car les championnats ont commencé les premiers jours du mois de juin 1978.

Bien fraternellement,

Pour la CRIFA (Commission de relations de l'Internationale des fédérations anarchistes), Umberto Marzocchi »

Le boycott du *Mundial* 78 à la une d'*Espoir* CNT-AIT

L'autre journal de la CNT-AIT, *Espoir*, consacre par contre une couverture importante au boycott du *Mundial*. Le sujet est même en une du journal pendant trois semaines sur les quatre que dure la compétition.

Les premières mentions du *Mundial* apparaissent dans les pages en espagnol sous



la forme de caricatures. On doit ces dessins à KLL, alias de Joan Call Bonet. Son premier dessin, publié dans les pages en espagnol du numéro 807 d'*Espoir* CNT-AIT (13 au 19 mars 1978) n'illustre pas un article en particulier, se suffisant à lui-même. Le logo officiel de la compétition est détourné et remplacé par une paire de mains menottées, avec comme légende : « *Argentina '78 : camps de concentration, centres de torture, 17 000 prisonniers politiques, 6 000 assassinés. Videla ne cesse d'être un grand sportif !* »

Espoir CNT-AIT, numéro 807, 13 au 19 mars 1978

Un second dessin paru dans *Espoir* 819 du 5 au 11 juin 1978, représente Videla en gardien de but et gardien de prison, menaçant les joueurs en cas de défaite. Il faut dire que le sujet du foot tenait particulièrement à cœur du caricaturiste attiré de la CNT-AIT espagnole en exil, passionné de football et ancien joueur du FC Barcelona et ayant lui-même une expérience des camps : il fut incarcéré par la République Française au camp de concentration du Vernet en 1939 lors de son exil en France⁶⁹.



“Videla : *si mi equipo no es campeón del mundo, los encierro a todos en un campo de concentración, además, hago fusilar al árbitro »*

Videla : *si mon équipe n'est pas championne du monde, je les enferme tous dans un camp de concentration, et en plus je fais fusiller l'arbitre.*

(*Espoir CNT-AIT*, numéro 819, 5 au 11 juin 1978)

⁶⁹ Joan Call Bonet est né à Barcelone en 1914. Passionné de dessin et de foot dans sa jeunesse, il est enseignant dans la Colonne Durruti pendant la Révolution espagnole. Prenant les chemins de l'exil en 1939, il est interné au camp de concentration du Vernet, mis en place par la République française pour accueillir les réfugiés espagnols. Ce sont ses talents de dessinateur et son passé de jeune joueur au Football Club de Barcelone, qui lui permirent de pouvoir sortir du camp pour rejoindre le club reconnu de Luzenac, non loin du camp du Vernet, dont il finit par être le leader naturel. Après-guerre, il devient un des caricaturistes vedette de *la Dépêche du Midi*, tout en maintenant une intense activité militante, livrant dès les années 1950, rue de Belfort à Toulouse, siège de la CNT-AIT en exil, ses dessins pour les diverses publications de la Confédération, notamment la revue *Espoir*. Il fréquente la diaspora anarcho-syndicaliste et côtoie ses animateurs les plus emblématiques comme Federica Montseny. Il entretient dès 1953, des relations amicales et épistolaires avec Renée Lamberet, secrétaire de l'AIT (Association internationale des travailleurs), habitant à Puteaux, en région parisienne. Après avoir pris sa retraite professionnelle en 1979, il s'éteint à Toulouse en 2002.

D'après Sylvie Call-Fidan, « Joan Call Bonet (1914-2002) Réfugié politique espagnol, dessinateur de presse », *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles* 2014/1 (N° 6), <https://www.cairn.info/revue-exils-et-migrations-iberiques-2014-1-page-88.htm>

Comme pour une « mise en jambe », la une du journal de la première semaine d'avril est consacré à un long article sur « *L'Argentine enchaînée* »⁷⁰, qui décrit les crimes et les méfaits de la dictature militaire et dresse le panorama de l'opposition, depuis la résistance ouvrière spontanée jusqu'aux mouvements de guérilla inspirés par le péronisme en passant par le jeu équivoque de l'Eglise.



Hébdomadaire ♦ Organe des Unions Régionales de la C.N.T.F.

Directeur-Gérant : Antonio TURISO
Secrétaire de Rédaction : Federico MONTSENY

Page française seule :
Sensero : 30 F - An : 60 F

C.N.T. - Bureau du Travail
3, rue Maré, 31000 Toulouse

Palermes : Martinez Inchausti, 4, rue Belfort, 31003 Toulouse
Tél. 62-64-96 - C.C.P. n° 2198-66 B - Toulouse



N° 810

DU 3 AU 9 AVRIL 1978

PRIX : 2,50 F

Qu'est-ce qui fait courir les autonomes ?

Face à l'importance de la crise économique qui a secoué la société libérale occidentale est apparue ce que d'aucuns ont qualifié de nouvelle génération révolutionnaire. Cette dernière entrait notamment en réaction contre l'optimisme beat et utopique des anciens combattants, de mai 68 reconvertis dans le giscardisme, ou englués dans des groupuscules dogmatiques. Cette nouvelle génération vient en droite ligne du spontanéisme qui préfère l'assemblée au syndicalisme, la mouvance informelle à la fé-

deration, le squatisme (occupation de logements inhabités) — LES « INTELLOS » : sont plus « politiques » et théorisent en partie les pratiques des précédents qui d'ailleurs ne les apprécient guère. L'essentiel de cette tendance se retrouve au sein de l'Organisation Communiste Libertaire (ex : Organisation Révolutionnaire Anarchiste) ; « Prenons-nous en charge, au travail comme dans notre vie quotidienne », tel est leur principal mot d'ordre.

Finalement, ce mouvement s'inscrit dans une tradition historique bien précise et

bout de leur logique. Et cette logique maximaliste les fait tomber dans ce piège bien connu de la reproduction exacte des schémas qu'ils prétendent contester et abolir.

C'est ainsi qu'au moment même où les quinze chefs historiques des Brigades Rouges sont en procès devant la justice bourgeoise, Aldo Moro est jéré dans une prison de peuple.

De plus, les militants des Brigades Rouges encore en liberté ne sont plus rien, leur statut est social car coupés totalement du réel. Au moment où ils crient et frappent

L'Argentine enchaînée

On a beaucoup parlé de l'Argentine, ces derniers mois, et ce fut, hélas, le plus souvent pour dénigrer le respect des droits de l'homme dans cet Etat d'Amérique latine, qui connaît la terreur et la faillite économique, résultat d'une dictature militaire qui ne peut non promettre d'autre que la « paix des cimetières ».

Le coup d'Etat de 1976, intervenu pour « mettre fin à la subversion », a en fait été le signal d'une répression d'une brutalité inouïe et d'une tragédie sans précédent pour le peuple argentin.

La réaction populiste n'en est pas moins importante, et les grèves se multiplient, contraignant parfois le gouvernement à concé-

der le C.G.T. argentine comme « la voie nationale vers le socialisme ».

Malheureusement, on sait à quel point ce mouvement, créé en 1945 par le général Peron, a toujours été divisé, et combien son aile droite (majoritaire) s'inspire du facisme, répétant la lutte des classes, et imposant la figure d'un « leader » absolu.

L'échec des militaires est cependant flagrant ; non seulement leur plan économique a abouti à un désastre, non seulement la qualité sociale vivace et la résistance des ouvriers tempérai, mais en plus, l'opinion internationale s'est soulevée en approuvant tous les crimes monstrueux commis par la dicta-

Espoir, numéro 810, du 3 au 9 avril 1978

Infos en vrac

● APRES LE FOOTBALL, LA CANCÉROLOGIE

« Est-il possible, sans protester, de tenir un congrès destiné à épargner aux hommes l'esclavage de la maladie, dans un pays où ils subissent tous les jours l'esclavage de la torture physique et morale ? » Telle est la question que le professeur Schwarzenberg pose aux participants du Congrès international de cancérologie qui doit se tenir du 5 au 12 octobre prochain à Buenos-Aires. De nombreux médecins se sont solidarisés avec cet appel au boycott de l'Argentine. (M^{me} Le Guay, 205, bd Vincent-Auriol, 75013 Paris).

L'atoll voisin d'Eniwetok, lui, n'est toujours pas décontaminé, vingt ans après avoir servi de cible nucléaire ; et malgré une dépense de 80 millions de dollars.

● POLLUTION

Pendant que les Bretons patouillent dans le mazout, le Conseil des ministres vient d'adopter un projet de loi qui va améliorer notre qualité de la vie : l'affichage non commercial (entendez : socio-politique) sera plus strictement réglementé (entendez : interdit en dehors de quelques panneaux) sous peine d'amendes qui pourront aller de 200 à 5 000 F.

Dans le numéro paru mi-mai, dans une brève intitulée « *après le football, la cancérologie* », *Espoir* relaie l'appel de médecins à boycotter le congrès international de cancérologie qui se tenait à Buenos Aires en même temps que le *Mundial*

ESPOIR Numéro 816, 15 au 21 mai 1978

⁷⁰ *L'Argentine enchaînée*, *Espoir CNT-AIT*, numéro 810, 4-9 avril 1978.

Dans le numéro de fin mai, un article relate la manifestation organisée le 11 mai précédent à Toulouse par le COBA, et à laquelle l'auteur semble avoir manifestement participé⁷¹. Cette manifestation, qui a regroupé 300 personnes, visait à protester contre le match officiel « France Iran ». Outre les militants de la COBA, des étudiants iraniens contestataires participaient à la manifestation. Un vaste dispositif policier, qui comptait 2 flics par manifestants, était déployé pour empêcher tout débordement en marge de ce match hautement symbolique et politiquement sensible, dans une ville où à l'époque la mouvance libertaire était particulièrement « agitée ». L'article était illustré d'une caricature de Jean-Louis Phan-Van, le dessinateur attitré de la CNT française, montrant un footballeur en colère disant « *le sport est apolitique* », en tapant dans une balle au-dessus d'un policier égorgeant un manifestant.



Espoir CNT-AIT , numéro 817, 22-au 28 mai

Puis dans le numéro suivant, publié au moment de l'ouverture de la compétition, la couverture reprend en une et sur 3 colonnes l'appel à boycott du COBA *in extenso* « *Pas de football dans les camps de concentration* ». L'article est illustré un dessin de Phan Van, qui montre un policier au faciès de bouledogue, montant la garde sur un ballon de foot avec un camp de concentration en arrière-plan.

Cet appel du COBA « *pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du Monde de football* » ne vise pas le football en tant que tel mais le fait que la Coupe du Monde soit organisée dans une dictature.

⁷¹ France Iran : 2 (flics) à 1 (manifestant), *Espoir CNT-AIT*, numéro 817, 22-28 mai 1978.



PAS DE FOOTBALL ENTRE LES CAMPS DE CONCENTRATION !

La C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme



AVRIL 1952 LE BOYCOTT DE L'INDUSTRIE DES CONCENTRÉS DE LA COURSE DU MONDE DE FOOTBALL.

Le Congrès de l'Union Nationale de la C.N.T. a décidé de boycotter les matches de football qui ont lieu dans les camps de concentration. Cette décision a été prise à l'unanimité par les délégués des sections de la C.N.T. présentes au Congrès. Le boycott est considéré comme une manifestation de solidarité internationale et de protestation contre les conditions de détention dans les camps de concentration. Les délégués ont également décidé de publier une brochure sur le boycott et de la distribuer dans les sections de la C.N.T. et dans les lieux de travail. Le boycott est considéré comme une action de solidarité internationale et de protestation contre les conditions de détention dans les camps de concentration. Les délégués ont également décidé de publier une brochure sur le boycott et de la distribuer dans les sections de la C.N.T. et dans les lieux de travail.

Le boycott est une manifestation de solidarité internationale et de protestation contre les conditions de détention dans les camps de concentration. Les délégués ont également décidé de publier une brochure sur le boycott et de la distribuer dans les sections de la C.N.T. et dans les lieux de travail. Le boycott est considéré comme une action de solidarité internationale et de protestation contre les conditions de détention dans les camps de concentration. Les délégués ont également décidé de publier une brochure sur le boycott et de la distribuer dans les sections de la C.N.T. et dans les lieux de travail.

LA LUTTE DANS L'ENTREPRISE

La lutte dans l'entreprise est une lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs. Elle est une lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs. Elle est une lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs. Elle est une lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs. Elle est une lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs.



Dans le numéro de la semaine suivante, qui couvrait la première semaine de la compétition, de nouveau la une du journal est consacrée pour moitié à l'appel au boycott du *Mundial*.

ESPOIR

Hebdomadaire ♦ Organe des Unions Régionales de la C.N.T.F.

Directeur-Gérant : Antoine TURMO
Secrétaire de Rédaction : Federico MONTSENY

Page française seule :
Semestre : 30 F - An : 80 F
C.N.T., Bourne du Travail
3, rue Marly, 31000 Toulouse
Palermont : Martínez Hosenrio, 4, rue Belfort, 21000 Toulouse
Tél. 62-64-00 - C.C.P. n° 2199-05 B - Toulouse

Avec la page en espagnol :
France, annuel ... 110,00 F
Etranger, annuel ... 138,00 F
Avion, an., Améric. ... 152,00 F
Australie ... 211,00 F

CNT AIT

N° 819 DU 5 AU 11 JUN 1978 PRIX 2,50 F

CEUX QUI NE SAIT PAS EST UN IMBECILE
CEUX QUI SAIT ET NE DIT RIEN EST UN CRIMINEL

MUNDIAL



ARGENTINE 1978
URSS 1980

LE SPORT ET LES DICTATURES
SE PORTENT BIEN

CNT

Affiche réalisée par T.U.L. Grenoble (100 cm x 70 cm). Vous pouvez en commander par chèque de 150 (coût 1 F l'affiche) à : C.N.T., 21, chemin du Halage, 38000 Grenoble.

LA CLASSE DOMINANTE SAIT QUE LE SPORTISME FAIT NAÎTRE CHEZ CEUX QUI NE L'ONT PAS ET ACCROÎT CHEZ CEUX QUI L'ONT, LE RESPECT DE LA FORCE BRUTALE ET L'ADMIRATION DES VAINQUEURS. ELLE SAIT QUE LES COMPÉTITIONS SPORTIVES ET LES LUTTES QU'ELLES COMPORTENT PRÉDISPOSENT ET PRÉPARENT CETTE ADOLESCENCE ET CETTE JEUNESSE À L'ACCEPTATION DE CE GIGANTESQUE COMBAT SPORTIF.

LA GUERRE

TELLES SONT LES RAISONS QUI LA PORTENT, BIEN QU'ELLE S'EN DÉFENDE, À ENCOURAGER, À SUBVENTIONNER, À INSCRIRE SUR SON TABLEAU D'HONNEUR

LE SPORTISME ABRUTISSEUR

Sébastien FAURE.

LA QUESTION

□ ALGER : SOUVENIRS D'UN JOURNALISTE

« Brusquement, Erulin me releva, il était hors de lui. Cela durait trop. »

« Écoute, salut ! Tu es fou ! Tu vas parler ! Tu ardoles, tu vas parler ! Tout le monde parle ! On a fait la guerre en Indochine, va nous servir pour vous connaître, ici, c'est la Gestapo ! Tu connais la Gestapo ? Tu as fait des articles sur les tortures, non, salut ! En bien maintenant, c'est la 10^e D.P. qui les fait sa-voir. »

Ce morceau de bravoure est extrait de « La Question », un livre d'Henry Alleg, l'ancien journaliste algérien qui fut torturé à Alger par le lieutenant Erulin, l'officier de son arrestation le 12 juin 1957.

Henry Alleg était à l'époque directeur d'« Alger Républicain », quotidien qui avait ouvert ses colonnes à des gens de toute tendance. Cela lui valut un mois de vacances au « centre de tri » de la place El Biar, où étaient quotidiennement livrés aux tortionnaires de l'armée les militants et sympathisants (ou supposés tels) du F.L.N.

Ces pratiques horribles, ces tortures de hauts dignitaires civils et militaires, des journalistes mercenaires, etc. ont tenté de les justifier en expliquant que pour lutter contre le terrorisme du F.L.N., il fallait bien recourir à des méthodes d'exception et, surtout, démentir certaines bavures n'avaient pu être évitées. Quoi qu'il en soit, ces événements ont été

reconnus des crimes ou de bavures qui ont des dessous indignes, amoralisés. Aussi, à quel bon remuer tout ces mauvais souvenirs ?

□ SHABA : ERULIN, GO HOME !

Si l'on repense d'évidements où l'armée française de couvert, encore une fois de gloire, c'est à cause des mercenaires algériens. En effet, comme obtenu par ces derniers, déguisés en rebelles algériens, ont voulu reprendre nos colonies du Sahara.

Cela, notre président ne l'a pas supporté. Nos vaillants soldats sont donc partis libérer les pauvres Nègres du joug des amérindiens. Ce fut une mission humanitaire, exécutée par des soldats courageux et disciplinés dirigés par un chef prestigieux, commandant du fait que le chef qui avait placé à la tête du deuxième R.E.P. avait été fait par ses chefs au vu de ses qualités et de son efficacité prouvées par le passé.

« Ouf, vous l'avez reconnu, c'est l'ancien lieutenant Erulin du jour d'Henry Alleg. Et oui, le lieutenant Erulin, bien noté par ses chefs, a été du gain. Le voilà colonel, chef des troupes françaises qui interviennent au Sahara. Aussi, pendant que les habitants de Kallouchi gémissent au bruit de la pacification, Henry Alleg nous rappelle les aventures égoïstes de son vif ami Erulin. »

Le ministre de la Défense nationale, devant les dictations faites aux Dossiers de l'Écran par René Audoux, n'a pas tardé à

SUITE PAGE 2

Esprit CNT-AIT, numéro 819, 5 au 11 juin 1978

Toutefois la CNT-AIT marque sa différence avec la campagne unitaire de boycott en étendant sa critique dans deux directions :

- 1) D'une part l'appel au boycott s'élargit à toutes les compétitions organisées dans toutes les dictatures. Si l'affiche proposée pour la campagne en une du journal et éditée par l'Union Locale de Grenoble, reprend bien le dessin d'Auclair pour l'affiche du COBA⁷² la légende est différente : en plus de mentionner le *Mundial* Argentin elle cite aussi les jeux olympiques à venir à Moscou en 1980, avec la mention finale « *les sports et les dictatures se portent bien* ».



Affiche de la COBA, dessin de Auclair



Affiche de la CNT-AIT

Ce faisant, la CNT-AIT marque sa différence avec le COBA et rompt avec l'unité de l'extrême-gauche et son anti-américanisme exclusif, « *l'anti-impérialisme des imbéciles* » pour reprendre l'expression du militant marxiste non orthodoxe iranien Mansoor Hekmat. En effet, pour les militants anarchosindicaliste de la CNT-AIT, il ne s'agissait pas de

⁷² L'illustration représente un match de foot sur lequel plane l'ombre d'un militaire tirant une balle dans la nuque d'un prisonnier agenouillé

restreindre la dénonciation des dictatures à la seule junta militaire argentine et à ses tuteurs américains, mais de l'étendre à toute les dictatures, y compris la dictature du prolétariat à l'œuvre à l'époque encore en Union Soviétique⁷³, sans oublier les agissements néo-coloniaux de la France en dénôçant l'intervention de l'armée française qui venait juste de se dérouler au Katanga.

Ainsi dans un article paru le 8 juin, dans un communiqué ironique⁷⁴, le bureau confédéral de a CNT-AIT s'étonne que l'armée française justifie son intervention à Kolwezi pour aller y libérer des otages français, mais par contre pratique la « *non intervention auprès de l'Argentine où 20 français sont portés " disparus " »*. Et de conclure : « *nous réclamons l'envoi en Argentine du bataillon de Joinville⁷⁵ appuyé par un régiment de la Légion étrangère en lieu et place de l'équipe de France de football »*

- 2) D'autre part, au-delà de l'appel au boycott de ces compétitions, c'est le sport en lui-même qui est critiqué par la reprise d'une citation de Sébastien Faure sur le « *sportisme abrutisseur* » fauteur de guerre.

Pour la dernière semaine de la compétition, l'intégralité des 4 pages en français d'*Espoir* est consacrée au boycott du *Mundial* ainsi que l'éditorial des pages en Espagnol

Le long article bilan de la partie française du *Mundial* a pour titre « *il faut qu'on sache* », une référence claire au slogan du COBA qui avait repris à son compte la phrase attribuée à Berthold BRECHT « *celui qui ne sait pas est un imbécile, mais celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel* ».

L'auteur commence par dénoncer le Parti Communiste Français, qui n'a pas appelé au boycott du *Mundial*, car l'URSS maintien de bonnes relations avec le régime des tortionnaires argentins : « *la vérité cachée c'est que le Parti Communiste Argentin apporte un soutien critique à la dictature sanglante de Videla ! La vérité cachée c'est aussi que l'Union Soviétique est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux depuis l'instauration de ce régime de terreur* ». Ainsi, en creux, on comprend que tous ceux qui apportent un soutien même critique à l'URSS – cet Etat ouvrier dégénéré pour reprendre la phraséologie gauchiste - de fait se rendent complices.

⁷³ Dictature du prolétariat que nombre de groupuscules léninistes, trotskyste sou maoïstes se refusent toujours à condamner plus de 30 ans après la chute du mur de Berlin ...

⁷⁴ Confédération nationale du travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs, *ESPOIR CNT-AIT*, Numéro 819, 8-11 juin 1978

⁷⁵ Le bataillon de Joinville est une unité militaire de l'armée française accueillant des sportifs de haut niveau.

Puis sont dénoncés la France, troisième fournisseur d'arme à l'Argentine, mais aussi les Bleus, équipe d'hypocrites opportunistes à l'image de leur capitaine Platini : *« le sport est neutre ! Cocorico ! Platini (allez les verts !) est neutre, lui aussi ! Aux jeux Olympiques de Berlin les sportifs ont joué près de Dachau, alors pourquoi ne jouerions-nous pas à 800 mètres d'un haut lieu de torture, où des centaines de femmes et d'hommes ont été suppliciées, brûlées au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants ... Platini aurait dû aller jusqu'au bout de ses comparaisons (...) Platini, comme tant d'autres, ce n'est pas d'aujourd'hui que sa neutralité est réputée. En novembre 1977, lors du match contre les Bulgares qui a appelé à « bouffer du Bulgare » ? Qui a lancé sur les ondes cet appel « ce sont les bulgares qu'il faudra indisposer et siffler sans cesse pendant 90 minutes. Je voudrais que le public se comporte un peu comme celui de Saint-Etienne ». Alors c'est ça le sport ? C'est ça se sport dont Pierre de Coubertin disait « tu es la paix », « l'important n'est pas de gagner mais de participer » ? Vaste blague, vaste fumisterie. »*

L'article ensuite fait remarquer que *« si celui qui sait et ne dit rien »* peut être qualifié effectivement de criminel, on ne saurait qualifier d'imbécile *« celui qui ne sait pas »*, car tout est fait dans les médias pour que justement il ne sache pas : *« nous n'avons pas le droit de traiter tous ceux qui ne savent pas d'imbéciles, parce que dans la jungle mensongère de l'information il faut pouvoir- et même parfois savoir – s'y retrouver »*. Et dans cette bataille pour une information libre et directe, de souligner *« par son excellente préparation, le tirage à 60 000 exemplaires des numéros de L'Épique, la campagne pour le boycott aura été un précédent bénéfique »*.

Et de conclure *« pendant que vous applaudirez le onze de France vous couvrirez les bruits des personnes qu'on torture. Et demain, Moscou ? »*

Dans son éditorial des pages en espagnol, Federica Montseny quant à elle rappelle la position des anarchosindicalistes espagnols sur le sport en général, et fait le bilan du boycott du *Mundial* en particulier.

«Après la coupe du monde

Nous ne sommes donc pas contre le sport, en tant que pratique d'exercices physiques, adaptés et sains pour le corps humain. Nous sommes, oui, contre la commercialisation indécente du sport, qui en fait un simple spectacle, sans morale ni scrupules d'aucune sorte... Pour le reste, cela s'est clairement vu jusque dans ce qui évoque les "problèmes" de l'équipe française, partagée par une question de « pot de vin » et de primes.

S'il y a une Charte des droits de l'homme, s'il y a des engagements signés au niveau international, la décence la plus essentielle exigeait le boycott de la Coupe du monde de football, disputée dans un pays soumis à la plus sanglante des dictatures.

Il n'y a pas eu de décorum dans les clubs de football qui se sont présentés, sans exception, à Buenos Aires. Mais il n'y en a pas eu non plus dans les gouvernements des nations qui, se disant démocratiques et ayant signé la Déclaration internationale des droits de l'homme, n'ont pas officiellement boycotté cette fête de l'ignominie. (..)

Pour les Espagnols et les Français, leurs "succès" ne justifient pas tous les abandons de dignité faits. Ils reviennent sans lauriers, n'ayant servi qu'à déchaîner l'enthousiasme hystérique des foules de Buenos Aires, à qui le triomphe de l'équipe argentine a servi d'alibi à certains éclats, bien connus de ceux qui ont vécu les quarante années de dictature franquiste et qui ne pouvait que crier et donner des coups de pied dans les stades.

La dictature argentine n'a rien perdu avec cette fête du sport. Et les prisonniers, les familles des disparus, n'ont rien gagné. Quant aux milliers de personnes immolées, au moins n'ont-elles pas eu à voir ce spectacle honteux, qui pour tous, protagonistes et spectateurs, devrait représenter la participation, la complicité dans un crime.

Si le sport ne sert qu'à abaisser le sens moral des hommes, il faut le condamner et le répudier... Et cela vaut pour tous les "fans" qui ne manquent pas même dans les rangs libertaires

Federica Montseny »

En résonnances avec ces appels au boycott lancé par la CNT-AIT en exil, en Espagne même la CNT-AIT appelait au boycott du *Mundial*, à l'image du syndicat du spectacle de Barcelone et de sa section syndicale dans l'industrie du sport, même si cette information n'apparaît pas explicitement dans les pages d'*Espoir*.



Conclusion

Les anarchosindicalistes français de la CNT-AIT ont participé activement à la campagne de boycott du *Mundial* 78 en Argentine, reprenant mais sans s'y diluer les appels du collectif unitaire COBA, et gardant leur liberté de point de vue. Ils se sont distingués des autres organisations de gauche et d'extrême gauche notamment en liant ce boycott avec celui des JO de Moscou en 1980 et en amorçant une critique non seulement de l'organisation des compétitions mais bien du sport en lui-même.

Cette campagne est illustrative de la stratégie des anarchosindicalistes de partir d'une situation concrète pour à l'étendre au maximum et globaliser la réflexion critique.



LE BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE D'ARGENTINE 1978 : ENJEUX, ACTEURS, RESULTATS

et aussi « LE MAI 68 DES
FOOTBALLEURS »



ÉDITIONS

